

## EVIDENCE

OTTAWA, Monday, May 16, 2022

The Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples met with videoconference this day at 2:03 p.m. [ET] to examine the federal government's constitutional, treaty, political and legal responsibilities to First Nations, Inuit and Metis peoples and any other subject concerning Indigenous Peoples; and the subject matter of those elements contained in Divisions 2 and 3 of Part 5 of Bill C-19, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 7, 2022 and other measures.

**Senator Brian Francis** (*Chair*) in the chair.

[*English*]

**The Chair:** Honourable senators, I would like to start by acknowledging that we are meeting today on the traditional, unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people. I am Brian Francis; I am a Mi'kmaq senator from Epekwitk, which is our word for Prince Edward Island. I have the pleasure to chair this hybrid meeting of the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples.

I would like to remind senators and witnesses to keep their microphones muted unless recognized by name. Should any technical challenges arise, please let me or our clerk know. I would also like to remind everyone that the Zoom screen should not be copied, recorded or photographed. We can use and share official proceedings posted on the SenVu website for that purpose.

I would like to introduce the members of the committee participating in today's meeting starting with our deputy chair, Senator Christmas, from Nova Scotia. Also with us today are Senator Arnot, from Saskatchewan; Senator Audette, from Quebec; Senator Brazeau, from Quebec; Senator Coyle, from Nova Scotia; Senator Hartling, from New Brunswick; Senator Lovelace Nicholas, from New Brunswick; Senator Pate, from Ontario; and Senator Patterson, from Nunavut, who is the other member of the steering committee.

Today we have an ambitious agenda covering three different topics. In the first half hour, we will start with a study on the federal implementation of former Bill S-3, which dealt with inequities in the provisions of the Indian Act; in the next half hour, we will focus on Bill C-19, the Budget Implementation Act; and in the last half hour, we'll examine the federal implementation of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls.

## TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 16 mai 2022

Le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones se réunit aujourd'hui, à 14 h 3 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier les responsabilités constitutionnelles, politiques et juridiques et les obligations découlant des traités du gouvernement fédéral envers les Premières Nations, les Inuits et les Métis et tout autre sujet concernant les Autochtones; et la teneur des éléments des sections 2 et 3 de la partie 5 du projet de loi C-19, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 7 avril 2022 et mettant en œuvre d'autres mesures.

**Le sénateur Brian Francis** (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

**Le président :** Honorables sénateurs et sénatrices, je veux d'abord reconnaître que nous nous réunissons aujourd'hui sur le territoire ancestral et non cédé du peuple algonquin anishinabe. Je suis Brian Francis, sénateur micmac d'Epekwitk, notre mot pour désigner l'Île-du-Prince-Édouard. J'ai le plaisir de présider la réunion d'aujourd'hui, qui se déroule sous forme hybride, du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones.

J'aimerais rappeler aux sénateurs et aux témoins de garder leur micro en mode sourdine jusqu'à ce que je vous nomme. En cas de problème technique, veuillez m'aviser ou aviser la greffière. Je veux aussi vous rappeler à tous et à toutes qu'il est interdit de prendre une saisie d'écran de votre écran Zoom, de l'enregistrer ou de le photographier. Nous pouvons utiliser et partager les délibérations officielles diffusées sur le site Web SenVu pour cela.

Je vais présenter les membres du comité qui participent à la réunion d'aujourd'hui, en commençant par notre vice-président, le sénateur Christmas, de la Nouvelle-Écosse. Sont aussi présents le sénateur Arnot, de la Saskatchewan; la sénatrice Audette, du Québec; le sénateur Brazeau, du Québec; la sénatrice Coyle, de la Nouvelle-Écosse; la sénatrice Hartling, du Nouveau-Brunswick; la sénatrice Lovelace Nicholas, du Nouveau-Brunswick; la sénatrice Pate, de l'Ontario; et le sénateur Patterson, du Nunavut, qui est aussi l'autre membre du comité directeur.

Notre ordre du jour est chargé aujourd'hui, avec trois sujets : durant la première demi-heure, nous commençons par notre étude sur la mise en œuvre par le gouvernement fédéral de l'ancien projet de loi S-3, lequel traitait des inégalités dans les dispositions de la Loi sur les Indiens; puis, durant la demi-heure suivante, nous allons examiner le projet de loi C-19, Loi d'exécution du budget; et au cours de la dernière demi-heure, nous allons examiner la mise en œuvre par le gouvernement

We will now begin the first panel on the federal implementation of the former Bill S-3. From Indigenous Services Canada, we have with us today Christiane Fox, Deputy Minister; Paula Hadden-Jokiel, Assistant Deputy Minister, Regional Operations Sector; and Michael Walsh, Senior Director of Registration and Integrated Program Management.

Ms. Fox will provide opening remarks for up to five minutes. We'll have a short question and answer session. Senators in the room who have a question should raise their hand. Those on Zoom should use the raise-hand feature. You will be acknowledged by the clerk or by me.

Since we only have 30 minutes with this panel, I ask senators and witnesses to be succinct. Each round of questions and answers will be three minutes in total. When the three minutes allocated for each question and answer is over, I will intervene; this is my least favourite thing to do, but it will help keep us on time.

If witnesses are unable to answer during the three minutes, I will invite them in advance to provide supplementary responses in writing to the clerk before the end of the week.

Having said all that, I would now like to invite Ms. Fox to begin her opening remarks.

**Christiane Fox, Deputy Minister, Indigenous Services Canada:** *Kwe kwe, tansi, unnusakkut*, good afternoon. I'm speaking to you today from Treaty 6 territory in Saskatchewan, just outside Muskoday First Nation. Thank you for inviting me to speak before the committee.

Mr. Chair, the Government of Canada is determined to redress historic wrongs and advance gender equality and reconciliation with Indigenous peoples. We are committed to addressing the injustices and challenges that many First Nations face as it supports broad self-determination, self-governance and self-reliance for all interested First Nations.

We have taken an important step forward along that path with Bill S-3. The legislation responds to long-standing concerns about gender inequality and discrimination raised by First Nations people, the United Nations Human Rights Committee, the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls and other key stakeholders.

fédéral de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Nous allons maintenant commencer, avec notre premier groupe de témoins, notre suivi de la mise en œuvre fédérale de l'ancien projet de loi S-3. Nous accueillons aujourd'hui les représentants de Services aux Autochtones Canada : Mme Christiane Fox, sous-ministre; Mme Paula Hadden-Jokiel, sous-ministre adjointe, Secteur des opérations régionales; et M. Michael Walsh, directeur principal, Inscription et gestion intégrée des programmes.

Mme Fox va nous présenter sa déclaration préliminaire. Vous avez un maximum de cinq minutes, puis nous passerons à une courte période de questions. Les sénateurs et les sénatrices qui sont présents dans la salle devraient lever la main s'ils ont une question. Si vous participez par Zoom, utilisez la fonction « Lever la main ». Je vous nommerai, ou la greffière s'en chargera.

Puisque nous disposons de seulement 30 minutes avec ces témoins, je vais demander aux sénateurs et aux témoins d'être succincts. Vous aurez trois minutes en tout pour poser vos questions et écouter les réponses. Quand ces trois minutes seront écoulées, je vais intervenir; je déteste le faire, mais cela nous aidera à respecter le temps.

Dans l'éventualité où les témoins n'ont pas le temps de répondre en trois minutes, je les invite à l'avance à communiquer leurs réponses complémentaires par écrit à la greffière, avant la fin de la semaine.

Maintenant que tout cela a été dit, je vais inviter Mme Fox à présenter sa déclaration préliminaire.

**Christiane Fox, sous-ministre, Services aux Autochtones Canada :** *Kwe kwe, tansi, unnusakkut*, bonjour. Je m'adresse à vous depuis le territoire du Traité n° 6 en Saskatchewan, juste à côté de la Première Nation de Muskoday. Je vous remercie de m'avoir invitée à prendre la parole devant le comité aujourd'hui.

Monsieur le président, le gouvernement du Canada est déterminé à réparer les torts historiques et à promouvoir l'égalité des sexes et la réconciliation avec les peuples autochtones. Nous sommes déterminés à remédier aux injustices et aux défis auxquels de nombreuses Premières Nations sont confrontées, pour appuyer l'autodétermination, l'autonomie gouvernementale et l'autonomie de toutes les Premières Nations intéressées.

Avec le projet de loi S-3, nous avons fait un pas important dans cette direction. Le projet de loi répond aux préoccupations de longue date au sujet de l'inégalité et de la discrimination entre les sexes soulevées par les Premières Nations, le Comité des droits de la personne des Nations unies, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et d'autres intervenants clés.

While much work remains, I will now report on our progress in implementation.

[Translation]

While much work remains, I will now report on our progress in implementing Bill S-3 since the last update.

[English]

Indigenous Services Canada has made significant headway in processing registration applications, in part due to now having dedicated units in Gatineau and Quebec City as well as increased staffing at the Winnipeg processing unit.

The department has invested \$15.8 million in human resources, policy changes and modernization to accelerate our processing speeds to ensure timely registration of newly entitled individuals.

Last year at this time, we had processed 17,500 Bill S-3 applications. As of April 2022, the department has more than doubled that number, handling over 37,000 applications.

We have processed or partially processed more than 85% of the applications received. To date, 28,152 individuals have been registered, providing them access to associated rights, benefits and services.

We gave priority to processing applications for older applicants. All applications for individuals over the age of 75 have now been processed, and we are completing the age groups for 65 years and older and are actively processing the remainder of those files.

Furthermore, the department anticipates it will be processing applications within six months — our service standard — by September 2022.

On communications, to make sure people are aware of their potential eligibility for registration, we have allocated \$5.4 million to engagement, outreach and monitoring. The department has developed a robust communications package with information on Bill S-3. This includes Q&As, videos and infographics, and it is distributed to communities and partners. In fact, we have worked with Indigenous Link, a partner organization that connects us to over 28,000 unique Indigenous organizations, businesses and other groups across the country.

We have also funded the Assembly of First Nations and the Native Women's Association of Canada to hear from advocates on the implementation. We sought their perspectives on best

Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, je vais maintenant faire le point sur nos progrès dans la mise en œuvre du projet de loi S-3.

[Français]

Même s'il reste beaucoup de travail à faire, je vais vous parler de la mise en œuvre du projet de loi S-3 depuis la dernière mise à jour.

[Traduction]

Services aux Autochtones Canada a fait d'importants progrès dans le traitement des demandes d'inscription, en partie parce qu'il a maintenant des unités spécialisées à Gatineau et à Québec, ainsi qu'une dotation accrue à l'Unité de traitement de Winnipeg.

Le ministère a investi 15,8 millions de dollars en ressources humaines, en changements de politiques et en modernisation afin d'accélérer nos délais de traitement pour assurer l'inscription en temps opportun des personnes nouvellement admissibles.

L'an dernier, à la même date, nous avons traité 17 500 demandes liées au projet de loi S-3. En avril 2022, le ministère a plus que doublé ce nombre, traitant plus de 37 000 demandes.

Nous avons traité ou partiellement traité plus de 85 % des demandes reçues. À ce jour, 28 152 personnes ont été inscrites, ce qui leur donne accès aux droits, aux avantages et aux services connexes.

Nous avons donné la priorité au traitement des demandes des demandeurs âgés. Toutes les demandes de personnes de plus de 75 ans ont maintenant été traitées, et nous terminons de traiter les demandes pour les 65 ans et plus et traitons activement les dossiers restants.

De plus, le ministère prévoit traiter les demandes conformément à sa norme de service de six mois d'ici septembre 2022.

Pour s'assurer que les gens sont au courant de leur admissibilité potentielle à l'inscription, SAC a affecté 5,4 millions de dollars à la mobilisation, à la sensibilisation et à la surveillance. Le ministère a élaboré une solide trousse de communication contenant de l'information sur le projet de loi S-3, y compris des foires aux questions, des vidéos et des documents infographiques. Cette trousse est distribuée aux collectivités et aux partenaires. D'ailleurs, ces renseignements ont été communiqués par l'entremise d'Indigenous Link, un organisme partenaire qui a établi des liens avec plus de 28 000 organisations, entreprises et autres groupes autochtones uniques au pays.

SAC a aussi financé l'Assemblée des Premières Nations et l'Association des femmes autochtones du Canada pour entendre les défenseurs de la mise en œuvre du projet de loi S-3. Nous

practices to communicate the legislation among the impacted population.

There is still a lot more work to do in undoing the damaging impacts of the Indian Act's registration and band membership provisions, so we will need to continue to amend the act until First Nations take full jurisdiction over citizenship. We are committed to co-developing solutions with First Nations partners to address these remaining inequities that deny First Nations peoples their inherent rights.

Proactively righting historic wrongs in cooperation with Indigenous peoples will advance reconciliation and support a renewed relationship between Canada and First Nations.

We want to work with partners. We understand that there is still much work to do, and I thank you, chair and committee members, for your interest in Bill S-3 and your continued work on this file, and I look forward to hearing from all of you today, answering questions and helping inform our way forward.

Thank you very much.

**The Chair:** Before I open the floor to colleagues, I would like to ask the officials one question that will assist our committee with the drafting of the report on this topic.

Could you please outline the process to protest a decision for registration as per section 14.2 of the Indian Act? How long does the registrar take to make a decision under protest? And how many protests are currently awaiting a decision of the registrar, if any?

**Ms. Fox:** Thank you, Mr. Chair. For some of the more technical elements of your question, I will turn to Michael Walsh to speak to the details. Our goal has always been to process registrations within six months. We have not necessarily met that goal in all cases, and for each adjudication, depending on the situation, it would be difficult to say an exact time frame in which that would occur. However, I will turn it over to Michael to give more specifics on those details.

**Michael Walsh, Senior Director of Registration and Integrated Program Management, Indigenous Services Canada:** Thank you, deputy, and thank you, chair.

leur avons demandé leur point de vue sur les pratiques exemplaires pour communiquer la législation aux populations touchées.

Il est vrai qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour contrer les effets néfastes des dispositions de la Loi sur les Indiens relatives à l'inscription et à l'appartenance à une bande. Nous devons donc continuer à modifier la loi jusqu'à ce que les Premières Nations soient pleinement responsables de la citoyenneté. Notre ministère s'est engagé à élaborer conjointement des solutions avec les partenaires des Premières Nations afin de remédier aux iniquités restantes qui privent les peuples des Premières Nations de leurs droits inhérents.

Le redressement proactif des torts historiques en collaboration avec les peuples autochtones fera progresser la réconciliation et soutiendra une relation renouvelée entre le Canada et les Premières Nations.

Nous voulons travailler en tant que partenaires. Nous comprenons qu'il y a encore beaucoup à faire, et je vous remercie, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du comité, de l'intérêt que vous portez au projet de loi S-3 et des efforts soutenus que vous consacrez à ce dossier. Je suis impatiente d'entendre ce que vous avez tous à dire aujourd'hui, de répondre à vos questions et de vous éclairer sur notre démarche pour l'avenir.

Merci beaucoup.

**Le président :** Avant de céder la parole à mes collègues, je voudrais poser aux témoins une question qui aidera notre comité à rédiger son rapport sur le sujet.

Pourriez-vous, s'il vous plaît, décrire le processus pour protester contre une décision relative à une inscription au titre de l'article 14.2 de la Loi sur les Indiens? Combien de temps faut-il au registraire pour prendre une décision lorsqu'il y a protestation? Aussi, combien y a-t-il de protestations qui sont présentement en attente d'une décision du registraire, s'il y en a?

**Mme Fox :** Merci, monsieur le président. Je vais demander à M. Michael Walsh de vous fournir des détails sur les éléments plus techniques de votre question. Notre but a toujours été de traiter les demandes dans un délai de six mois. Nous n'avons pas nécessairement atteint ce but dans tous les cas, et il est difficile de dire quels seraient les délais exacts pour chaque décision, selon la situation. Je vais tout de même céder la parole à M. Walsh, qui pourra vous donner des détails plus précis.

**Michael Walsh, directeur principal, Inscription et gestion intégrée des programmes, Services aux Autochtones Canada :** Merci, madame la sous-ministre, et merci, monsieur le président.

As the deputy said, there are two parts to this particular question. One would be that the individual, once receiving an official decision by the registrar in relation to their application for registration, would have three years to make a protest if they were so inclined. Once a protest has been received, again as the deputy mentioned, six months would be the usual term for the processing of such an application; it depends on what the research documentation would need to be, but six months is the service standard.

I am looking to get the specific answer to the second part of your question as to how many are left waiting the registrar's decision and hope to get back to you during this session with that number.

**Senator Christmas:** Thank you very much, Deputy Fox, for your comments. It's about three years ago now that the Ministerial Special Representative Claudette Dumont-Smith had filed a report, and in her report she mentions that the greatest concern raised throughout her process was the second-generation cut-off, and she mentions in her report that in the not-so-distant future some communities will no longer have any registered members.

She had recommended that a separate and more in-depth consultation process begin on this topic of second-generation cut-off. Deputy minister, can you give us an update of where we are in that consultation process as to how soon the second-generation cut-off issue can be dealt with?

**Ms. Fox:** Thank you very much for the question. As you noted, back in August of 2019 the cut-off was removed from the section 6 registration provisions of the Indian Act, and that was, as you know, in order to ensure that there would no longer be differential treatment between the patriarch or matriarch lines. We did have a final report published on Bill S-3 and tabled in December of 2020, but you're absolutely right that we do need to continue to consult; and in fact, as part of our ongoing communications, as well as the *Nicholas v. Canada* civil litigation, we have made a commitment as a department to continue to engage. That engagement will, in my view, not start and end in a particular time frame, but through our commitment to a legislative process on the cut-off and on the other inequities that remain, we would work with partners, and we're starting those discussions now.

**The Chair:** Thank you. Being mindful of time, before we go to Senator Coyle, I want to remind officials of the deadline of the end of the week for follow-up answers.

Comme madame la sous-ministre l'a dit, votre question comporte deux parties. D'abord, la personne qui reçoit une décision officielle du registraire au sujet de sa demande d'inscription a trois ans pour protester, si elle le désire. Ensuite, quand la protestation est reçue, comme la sous-ministre l'a dit, le délai de traitement habituel pour ce genre de demande est de six mois. Cela peut changer en fonction de la documentation de recherche nécessaire, mais la norme de service est de six mois.

J'essaie de trouver une réponse précise à la deuxième partie de votre question, en ce qui concerne le nombre de demandes en attente d'une décision du registraire, et avec un peu de chance, j'aurai une réponse pour vous durant la réunion.

**Le sénateur Christmas :** Merci beaucoup de vos commentaires, madame la sous-ministre. Cela fait environ trois ans maintenant que la représentante spéciale de la ministre, Mme Claudette Dumont-Smith, a déposé un rapport dans lequel elle mentionnait que la préoccupation qui avait été le plus soulevée dans son processus concernait l'exclusion après la deuxième génération, et elle a mentionné dans son rapport que, dans un avenir pas si lointain, certaines collectivités n'auront plus de membres inscrits.

Elle a recommandé qu'un processus de consultation distinct et approfondi soit mis en place relativement à la règle de l'exclusion après la deuxième génération. Madame la sous-ministre, pouvez-vous nous donner une mise à jour pour nous dire où nous en sommes avec ce processus de consultation, afin que nous sachions quand le problème de la règle de l'exclusion après la deuxième génération pourra être réglé?

**Mme Fox :** Merci beaucoup de la question. En août 2019, comme vous l'avez dit, la règle de l'exclusion a été retirée des dispositions d'inscription prévues à l'article 6 de la Loi sur les Indiens. Cela a été fait, comme vous le savez, pour faire en sorte que les lignées patriarcales et matriarcales ne soient plus traitées différemment. Un rapport final a été publié sur le projet de loi S-3 et déposé en décembre 2020, mais vous avez tout à fait raison de dire que nous devons poursuivre les consultations; d'ailleurs, dans le cadre de nos communications continues et du litige civil dans l'affaire *Nicholas c. Canada*, notre ministère s'est engagé à poursuivre ses efforts de mobilisation. À mon avis, il n'y a pas de date de début ou de fin particulière pour cette mobilisation, mais aux fins de notre engagement à l'égard du processus législatif pour régler le problème de la règle de l'exclusion et des autres iniquités qui demeurent, nous consulterions nos partenaires, et nous entreprenons d'ailleurs ces discussions maintenant.

**Le président :** Merci. Par souci de respecter le temps imparti, avant de céder la parole à la sénatrice Coyle, je veux rappeler aux témoins que la date limite pour vos réponses de suivi est la fin de la semaine.

**Senator Coyle:** Thank you very much, Deputy Minister Fox, for being with us today. Building on Senator Christmas's question regarding the second-generation cut-off, that is one of the inequities that we're seeing, and there are other inequities and you've mentioned them yourself.

You mentioned co-developing measures to deal with the remaining inequities. Could you talk about the timing and process that you plan to follow for dealing with those remaining inequities?

**Ms. Fox:** Absolutely and thank you. To the chair's comment around the questions, we are very much aware of the time frame and are working towards completing that. So we will definitely have that to you before the May 20 deadline.

In terms of the continued work on the remaining inequities, we do have an abeyance agreement in the *Nicholas* civil case, and in that agreement we are committed to seeking a timely legislative solution that will address the discriminatory policy of enfranchisement. We're looking right now to start collaborating on solutions, and then we would look to a full legislative process required to address them under the act.

We would continue that dialogue but more formally start that work in the coming weeks, given this abeyance agreement and given the importance of doing this work. So I suspect that you will hear more from the government and from the minister in the next few weeks and months around the time frame, but I would say that there is urgency felt within the department and urgency felt from the minister for us to advance this work as quickly as possible, but to make sure that we're doing this with partners.

[Translation]

**Senator Audette:** My question is for you, Ms. Fox. Before 1985, children were declared illegitimate if no father signed when they were born and now, since 1985, the father's name must be revealed. This time, has that requirement — which, in my opinion, is discriminatory, especially toward mothers and women — been removed or is it still included in Bill S-3? If it is, what's the point of this amendment, if the regulations remain the same? Why have we not changed this? Thank you.

**Ms. Fox:** Thank you very much for your question. I would say that, absolutely, we find that it has been resolved as part of the amendments that have been made. However, there is work to be done on interpretation, communications, so that people are really aware of the changes.

**La sénatrice Coyle :** Merci beaucoup, madame la sous-ministre Fox, d'être avec nous aujourd'hui. Je vais poursuivre sur la lancée du sénateur Christmas en ce qui concerne la règle de l'exclusion après la deuxième génération. C'est l'une des iniquités que nous avons constatées, et il y en a d'autres; d'ailleurs, vous les avez vous-même mentionnées.

Vous avez parlé d'élaborer conjointement des mesures pour régler les iniquités restantes. Pourriez-vous nous parler du calendrier et du processus que vous prévoyez suivre pour traiter ces iniquités restantes?

**Mme Fox :** Absolument, et merci. Pour répondre aux commentaires du président sur les questions, nous sommes très conscients des délais, et nous travaillons pour terminer à temps. Nous vous les enverrons très certainement avant la date limite du 20 mai.

En ce qui concerne le travail qui se poursuit pour régler les iniquités restantes, nous avons un accord de suspension relativement au litige civil dans l'affaire *Nicholas*, et dans le cadre de cette entente, nous nous sommes engagés à trouver, en temps opportun, une solution législative qui permettra de régler la politique discriminatoire d'émancipation. Nous voulons commencer à collaborer pour trouver des solutions, et ensuite nous déterminerons quel sera le processus législatif complet pour mettre en place ces solutions sous le régime de la loi.

Nous poursuivrions les discussions, mais le travail commencerait officiellement au cours des prochaines semaines, compte tenu de l'accord de suspension et de l'importance de ce travail. Donc, je m'attends à ce que vous ayez plus de nouvelles de la part du gouvernement et du ministre au cours des prochaines semaines et des prochains mois en ce qui concerne le calendrier, mais je dirais qu'il y a un certain sentiment d'urgence au ministère et de la part du ministre pour que ce travail avance le plus rapidement possible, et aussi pour que nous travaillions en collaboration avec nos partenaires.

[Français]

**La sénatrice Audette :** Ma question s'adresse à vous, madame Fox. Avant 1985, on avait des enfants illégitimes s'il n'y avait pas de père qui signait à la naissance et maintenant, depuis 1985, il existe une obligation de divulguer le nom du père. Cette fois-ci, cette demande, qui est à mes yeux discriminatoire, surtout envers les mères et les femmes, l'avez-vous réglée ou est-elle toujours présente dans le projet de loi S-3? Si c'est présent, ce n'est même pas un amendement, c'est un règlement. Pourquoi ne l'avons-nous pas changé? Merci.

**Mme Fox :** Merci beaucoup de votre question. Je dirais qu'effectivement, on trouve que c'est réglé dans le contexte des amendements qui ont été faits. Par contre, il y a du travail à faire pour l'interprétation, les communications — pour que les gens soient vraiment au courant des changements.

Within the department, we are also trying to find ways to automate some of the changes. For example, we don't leave it up to the individual to make the changes; if we see in the system that they should have received a certain service, we make the changes automatically. I found that to be an important factor, in that we can start to address the issues directly.

However, we need to do more work collaborating with our partners and enhance communications with communities so that people are aware of the changes and they can avail themselves of the programs and services the department provides.

In our view, changes have been made in the bill, but there is still work to do work in terms of engaging in communications and sharing information, as well as facilitating the process. Again, we note that, at times, a burden still rests on the individual and we are working at the department to try to eliminate that.

[English]

**Senator Brazeau:** Welcome to all of you. As my colleagues very well know, this issue is something that's very near and dear to my heart and very personal since 1985. I know the department likes to talk about a lot of the progress it does with respect to status provisions, but let's be real and honest: The department has always been there to try and limit the number of status Indians in this country, and so I think that we need to set the record straight on some things.

As a matter of fact, you talk about the registration process. It could take between six months up to two years, but how about a gentleman like Mr. Mike Maillet and his son Rocco, whose file I've been working on since 2016.

There has been so much back and forth with respect to this particular application. I'm not going to go in depth about this application, but it's been almost seven years for Mike Maillet and his son Rocco. Having said this, there have been a lot of people who have had problems with their own registration process.

Can I ask the department if they can table with this committee the actual written document that gives the department the authority to decide upon status provisions for First Nations people in Canada? Also, to the department officials, can you share with this committee how many times since 1985 the department has recommended to the minister of Indian Affairs of the day to get out of the business of deciding who gets First Nation status in this country and who does not? Thank you.

**Ms. Fox:** Thank you very much. I appreciate that some of those details will be submitted after our appearance today, but I think what I would say is that we obviously continue to monitor

On essaie aussi, au sein du ministère, de trouver des façons d'automatiser certains changements. Ainsi, on ne laisse pas la responsabilité à l'individu d'effectuer les changements; si on voit, dans le système, qu'une personne aurait dû recevoir un certain service, on fait les changements de façon automatisée. J'ai trouvé cet élément important, en ce sens qu'on peut commencer à traiter les enjeux directement.

Cependant, on doit accomplir plus de travail en collaboration avec nos partenaires et avoir plus de communications avec les communautés afin que les gens soient au courant des changements, pour qu'ils bénéficient des programmes et des services offerts par le ministère.

Selon nous, des changements ont été apportés dans le projet de loi, mais le travail n'est pas terminé en ce qui a trait à l'engagement des communications et au partage de l'information, ainsi que pour faciliter le processus. Encore une fois, on remarque qu'il y a tout de même, parfois, un fardeau qui repose sur l'individu et, dans le cadre du travail du ministère, on tente de l'éliminer.

[Traduction]

**Le sénateur Brazeau :** Je vous souhaite la bienvenue à tous. Comme mes collègues le savent très bien, il s'agit d'une question très importante pour moi, et aussi très personnelle, depuis 1985. Je sais à quel point le ministère aime parler de tout le progrès qu'il a accompli en ce qui concerne les dispositions régissant le statut, mais soyons sérieux et honnêtes : le ministère a toujours tenté de limiter le nombre d'Indiens inscrits au pays, alors je crois qu'il convient de rétablir les faits sur certains points.

Discutons donc du processus d'inscription. Cela peut prendre de six mois jusqu'à deux ans, mais il y a des cas comme celui de M. Mike Maillet et de son fils Rocco, sur le dossier de qui je travaille depuis 2016.

Il y a eu énormément d'échanges par rapport à leur demande. Je ne veux pas aller dans le détail, mais cela fait presque sept ans que Mike Maillet et son fils Rocco attendent. Cela étant dit, il y a de nombreuses personnes qui ont aussi eu des problèmes dans leur propre processus d'inscription.

Pourrais-je demander au ministère de transmettre à notre comité le véritable document écrit qui habilite le ministère à décider du statut des gens des Premières Nations au Canada? Je demanderais aussi aux représentants du ministère de nous dire combien de fois, depuis 1985, le ministère a recommandé au ministre des Affaires indiennes du jour de céder la responsabilité de décider qui a droit au statut de membre des Premières Nations dans notre pays, et qui n'y a pas droit. Merci.

**Mme Fox :** Merci beaucoup. Je sais que certains détails seront transmis après notre témoignage d'aujourd'hui, mais je crois que je peux dire que nous continuons évidemment de

registration rates and the associated impacts to programs and services. The department is trying to put more resources into being able to process and make decisions and improve our processing times.

I won't comment on specific cases, but I do know that there is frustration in the system. I hear from people directly — I know our minister does as well — that the current system does not work for them. I will absolutely acknowledge today that there is work to do and improvements to be made.

I do want to indicate, though, that there are some programs and services within the department like Jordan's Principle, for instance, where a registration is not required to get the service or support. I do recognize that many programs, services and policies do require that registration. There is a lot of work to be done and we will get back to you with some of the more detailed specific questions that you've asked us today.

**Senator Patterson:** Thank you to the witnesses for being here. My question relates to enfranchisement. As you know, Madam Deputy Minister, on March 3, 2022, Minister Hajdu committed to work towards introducing legislation in the House of Commons by summer to make the necessary amendments to the registration provisions. We all know that "by summer" means before Parliament recesses in June, so I want to verify that there is a plan on track to introduce the necessary legislation before we break in June.

Second, will this proposed legislation only focus on the issues in the lawsuit *Nicholas v. Canada* or will it address multiple inequities in registration? Thank you.

**Ms. Fox:** Thank you for that. I do want to address your question. As I noted earlier, as part of the *Nicholas* abeyance agreement that was signed on January 6, 2022, it came into force. Essentially, the Government of Canada — as you noted — did commit to initiate the parliamentary process required to propose the legislative change needed to address enfranchisement-related inequities. We need to seek authorities to bring about the changes, and that's really with the intention of ensuring that family histories of enfranchisement no longer impact entitlement to registration under the Indian Act.

The minister did commit to that through public comments in early March, and I think we need to initiate the process. However, the actual legislation needs to be co-developed in order for it to have success, and therefore the introduction of such legislation would be informed by the views of our partners.

surveiller les taux d'inscription et l'incidence que cela a sur les programmes et les services. Le ministère essaie d'injecter davantage de ressources pour traiter les demandes et rendre des décisions et ainsi améliorer les délais de traitement.

Je ne vais pas faire de commentaire sur des dossiers précis, mais c'est un fait, je le sais, qu'il y a de la frustration à l'égard du système. Les gens nous disent directement — et je sais qu'ils le disent aussi à notre ministre — que le système actuel ne fonctionne pas pour eux. Je reconnais tout à fait, devant vous aujourd'hui, qu'il y a du travail à faire et des améliorations à apporter.

Je veux cependant souligner, malgré tout, qu'il y a certains programmes et services du ministère, comme ceux liés au principe de Jordan, par exemple, pour lesquels il n'est pas nécessaire d'être inscrit pour obtenir un service ou du soutien. Je reconnais qu'il y a bon nombre de programmes, de services et de politiques qui exigent l'inscription. Il y a beaucoup de travail à faire, et nous vous fournirons des réponses plus tard à certaines des questions précises ou détaillées que vous avez posées aujourd'hui.

**Le sénateur Patterson :** Merci aux témoins d'être ici. Ma question porte sur l'émancipation. Comme vous le savez, madame la sous-ministre, le 3 mars 2022, la ministre Hajdu s'est engagée à présenter un projet de loi à la Chambre des communes d'ici l'été pour apporter les modifications nécessaires aux dispositions relatives à l'inscription. Nous savons tous que « d'ici l'été » veut dire avant l'ajournement du Parlement en juin, alors je voulais vérifier si un plan avait été mis en place pour présenter le projet de loi nécessaire avant la pause de juin.

Ensuite, le projet de loi proposé va-t-il seulement porter sur les questions soulevées dans l'affaire *Nicholas c. Canada* ou va-t-il aussi porter sur les nombreuses iniquités relatives à l'inscription? Merci.

**Mme Fox :** Merci. J'ai des commentaires à formuler par rapport à votre question. Comme je l'ai dit plus tôt, l'accord de suspension que nous avons signé en lien avec l'affaire *Nicholas* le 6 janvier 2022 comprenait son entrée en vigueur. Essentiellement, le gouvernement du Canada — comme vous l'avez souligné — s'est effectivement engagé à lancer le processus parlementaire nécessaire pour proposer les modifications législatives requises en vue de régler les iniquités liées à l'émancipation. Nous devons obtenir les autorisations nécessaires pour apporter ces modifications, qui visent fondamentalement à faire en sorte que les antécédents familiaux d'émancipation n'aient plus d'incidence sur l'admissibilité à l'inscription sous le régime de la Loi sur les Indiens.

La ministre s'est effectivement engagée publiquement à cet égard au début du mois de mars, et je crois que nous devons enclencher ce processus. Cependant, le projet de loi effectif doit être élaboré conjointement si nous voulons qu'il réussisse, ce qui veut dire que la présentation d'un tel projet de loi doit tenir



It would not be done simply by the department. So I did want to note that we do absolutely have to move forward on seeking the authorities to move forward on legislation, but it is our intention that the legislation itself would be co-developed.

**Senator Patterson:** Thank you for that.

**Senator Pate:** Thank you to the witnesses. My question is for Deputy Minister Fox as well. When the Feminist Alliance for International Action appeared before us and in a letter they sent to Minister Freeland, they talked about wanting to ensure that your department had adequate resources to ensure that folks in the community could be part of this process. To follow up on the questions of my colleagues, what resources do you still need to ensure that we speed up this process and so that we aren't leaving folks behind and — as we've heard — watching people literally die before they achieve their eligibility? So what financial resources and —

**Ms. Fox:** Thank you for the question. First, we have invested, at this point, \$40 million to support Bill S-3 implementation, and that includes about \$5.5 million for engagement and outreach so that impacted populations are informed by the changes to the law. That's a big part of the activation of a communications strategy.

A lot of my experience in the department is that throughout the COVID months we have used a lot of communications tables to talk about major changes with respect to the pandemic: vaccines, PPE or whatever it might be. We really communicated through elders and Indigenous leaders. It's about utilizing those communication channels that have been established to be able to build on those and include things like Bill S-3 and using those communications networks to increase our engagement and our outreach.

In terms of your specific question about how many more resources the department needs, I think right now we are using the \$40 million at its capacity. As a department, we look at our pressures every year, and we try to address this particular pressure, given the impact it has on individuals. As part of the \$40-million investment and as part of the strategy, we are starting with elders and those, as I noted in my opening remarks, above the age of 75. Then we went to 65, and we are prioritizing that registration.

To give a sense to the committee of changes since Bill S-3 in terms of applications that have been processed to completion, that's 37,438, or 82%. Of those individuals registered by Bill S-3 processing units, there are 28,000. We still have new

compte des opinions de nos partenaires. Ce n'est pas le travail du seul ministère. Donc, je veux dire que nous devons absolument enclencher le processus pour obtenir les pouvoirs voulus et aller de l'avant avec un projet de loi, mais nous voulons aussi que le projet de loi lui-même soit élaboré en collaboration.

**Le sénateur Patterson :** Merci de votre réponse.

**La sénatrice Pate :** Merci aux témoins. Ma question s'adresse aussi à la sous-ministre Fox. Quand l'Alliance féministe pour l'action internationale a témoigné devant nous — elle a aussi envoyé une lettre à la ministre Freeland à ce sujet —, sa représentante a dit qu'il fallait s'assurer que votre ministère dispose des ressources adéquates pour faire en sorte que les gens de la collectivité puissent participer au processus. Pour donner suite aux questions de mes collègues, de quelles ressources avez-vous toujours besoin pour accélérer ce processus et ainsi éviter qu'on oublie des gens ou que — comme nous l'avons entendu — des gens ne décèdent avant qu'ils ne deviennent admissibles? Donc, de quelles ressources financières et...

**Mme Fox :** Merci de la question. D'abord, nous avons investi jusqu'à maintenant 40 millions de dollars à l'appui de la mise en œuvre du projet de loi S-3, y compris 5,5 millions de dollars pour la mobilisation et la sensibilisation, dans le but que les populations touchées soient informées des modifications apportées à la loi. C'est une grande partie de l'activation de notre stratégie de communication.

Durant mon temps au ministère, j'ai surtout vu, durant les mois de la COVID, que nous avons utilisé beaucoup de tables de communications pour discuter des grandes modifications dues à la pandémie : les vaccins, les EPI ou quoi que ce soit d'autre. Nous avons vraiment communiqué avec les aînés et les chefs autochtones. Nous voulons utiliser les canaux de communication qui ont été établis, pour en tirer parti et les utiliser pour des choses comme le projet de loi S-3; nous voulons utiliser ces réseaux de communication pour accroître nos efforts de mobilisation et de sensibilisation.

Pour répondre à votre question précise sur les ressources supplémentaires dont le ministère a besoin, je dirais que nous utilisons présentement l'intégralité des 40 millions de dollars. Chaque année, le ministère examine d'où viennent les pressions, et nous tentons d'atténuer la pression en particulier qui a des conséquences sur les personnes. Avec l'investissement de 40 millions de dollars, et dans le cadre de la stratégie, nous avons commencé par les aînés et, comme je l'ai dit dans mon exposé, les personnes de plus de 75 ans. Ensuite, nous sommes passés aux personnes de 65 ans, et nous priorisons leur inscription.

Pour donner au comité une idée des modifications apportées depuis le projet de loi S-3, en ce qui concerne les demandes dont le traitement a été achevé, on parle de 37 438 demandes, ou 82 %. Sur ce nombre, 28 000 personnes ont été inscrites par les

applications remaining, about 6,500 of those, some of which are partially processed.

The investments that we have put in place are having an impact. We just need to keep doing the work we're doing to get to the results we need.

**The Chair:** The time for this panel is now complete. I wish to thank Ms. Fox, Ms. Hadden-Jokiel and Mr. Walsh.

We'll now shift our focus to begin our study on the subject matter of Bill C-19, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 7, 2022, and other measures, in specific, Division 2 of Part 5, which amends the Nisga'a Final Agreement Act, and Division 3 of Part 5, which repeals the Safe Drinking Water for First Nations Act.

From the Department of Finance, we have Brent Almond, Director, Indigenous Taxation Policy and Roch Vézina, Senior Tax Policy Analyst, Indigenous Taxation Policy.

As in the previous half-hour panel, we will ask officials to provide opening remarks of less than five minutes, followed by rounds of questions and answers of three minutes each, at which point I will have to respectfully move to the next senator. Again, if ministers are unable to answer a question in three minutes, I ask them to submit a written response before Friday.

I remind colleagues that officials from the Department of Finance will only be able to speak to matters under Divisions 2 and 3 which fall under their areas of responsibility. Given the integrated nature of some of the measures, some questions may be better addressed by officials from Indigenous Services Canada, who are scheduled to appear on May 30. You may wish to hold off on questions for them until then.

Without further delay, I will invite Mr. Almond to begin his opening remarks.

**Brent Almond, Director, Indigenous Taxation Policy, Department of Finance:** Thank you very much, Mr. Chair. Thank you, senators for the opportunity to discuss Divisions 2 and 3 of the budget implementation act this afternoon.

I'll begin with Division 2, subsection 177, related to amendments to the Nisga'a Final Agreement Act. That act, which is the federal settlement legislation that implemented and

unités de traitement en vertu du projet de loi S-3. Il reste tout de même de nouvelles demandes, environ 6 500, dont certaines ont été partiellement traitées.

Les investissements qui ont été faits ont effectivement donné des résultats. Nous devons simplement poursuivre le travail que nous faisons pour obtenir les résultats dont nous avons besoin.

**Le président :** Le temps que nous avons avec ces témoins est terminé. Je remercie Mme Fox, Mme Hadden-Jokiel et M. Walsh.

Nous allons maintenant changer de sujet et commencer notre étude sur la teneur du projet de loi C-19, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 7 avril 2022 et mettant en œuvre d'autres mesures, plus précisément la section 2 de la partie 5, qui modifie la Loi sur l'Accord définitif niska'a, et la section 3 de la partie 5, qui abroge la Loi sur la salubrité de l'eau potable pour les Premières Nations.

Nous accueillons les représentants du ministère des Finances : M. Brent Almond, directeur, Section de la politique fiscale autochtone, et M. Roch Vézina, analyste principal de la politique fiscale, Section de la politique fiscale autochtone.

Comme je l'ai demandé aux témoins de la dernière demi-heure, je vais demander aux témoins de ne pas dépasser cinq minutes pour leur déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite à la période de questions, les intervenants auront trois minutes chacun, et lorsque le temps sera écoulé, je vais devoir respectueusement vous demander de céder la parole au prochain sénateur. Encore une fois, si les ministres sont incapables de répondre à une question en trois minutes, je vais leur demander de nous envoyer une réponse par écrit avant vendredi.

Je rappelle à mes collègues que les représentants du ministère des Finances sont seulement ici pour discuter de la teneur des éléments des sections 2 et 3 qui relèvent de leur compétence. Compte tenu de la nature intégrée de certaines de ces mesures, certaines questions seraient peut-être plus appropriées pour les représentants de Services aux Autochtones Canada, qui devraient comparaître le 30 mai. Ce serait peut-être préférable que vous gardiez vos questions pour eux, jusque-là.

Sans plus attendre, je vais demander à M. Almond de commencer sa déclaration préliminaire.

**Brent Almond, directeur, Section de la politique fiscale autochtone, ministère des Finances Canada :** Merci beaucoup, monsieur le président. Merci aux sénateurs et aux sénatrices de nous avoir invités à discuter cet après-midi des sections 2 et 3 de la Loi d'exécution du budget.

Je parlerai d'abord de la section 2, article 177, qui porte sur les modifications apportées à la Loi sur l'Accord définitif niska'a. Cette loi, qui est la législation fédérale sur le règlement qui a mis

brought into effect the Nisga'a self-government treaty, currently only provides force of law to specific provisions of a related side agreement called the Nisga'a Nation Taxation Agreement, rather than the entirety of that side agreement.

I would like to note that, in general terms, the side agreement I'm referring to is called a tax treatment agreement. In modern treaties post-Nisga'a, it was recognized that amendments and additions to such side agreements might occur, so comparable federal settlement legislation provided force of law to the entire tax treatment agreement in order to accommodate any potential future amendments and additional measures. This measure would therefore amend the Nisga'a Final Agreement Act to provide force of law to all provisions in that side agreement, namely the Nisga'a Nation Taxation Agreement, enabling any future potential tax-related amendments to the Nisga'a Nation Taxation Agreement to have the full force of law and effect. Thank you.

**The Chair:** We will now move to questions and answers.

**Senator Christmas:** I would like to thank the officials for appearing before the committee this afternoon. I have two related questions for Mr. Almond. First, why is the federal government proposing amendments to the Nisga'a Final Agreement Act some 20 years after it took effect? Second, why is the Nisga'a Nation Taxation Agreement not a treaty or land claims agreement within the definitions of sections 25 and 35 of the Constitution Act?

**Mr. Almond:** Thank you very much for your question. Mr. Chair, I would like to respond to the first question.

With respect to the tax treatment agreement I'm referring to with the Nisga'a Nation, that agreement was and is intended to be an agreement capable of being modified by the parties on a willing and agreed-upon basis to accommodate potential future adjustments to tax measures that may not have been foreseen at the time of the Nisga'a Final Agreement Act and the treaty being ratified and implemented in 2000.

Contained in the tax treatment agreement and similar tax treatment agreements with other self-governing, Indigenous groups in Canada, are technical treatment aspects related to, for instance, the tax treatment of the Indigenous government itself for Goods and Services Tax purposes, provincial sales tax purposes and under the federal Income Tax Act.

As well, included in the tax treatment agreement are measures, again, of a technical nature specific to the tax treatment related to individuals. In this particular example, the Nisga'a Nation,

en œuvre et mis en vigueur le traité d'autonomie gouvernementale de la nation Nisga'a, ne donne présentement force de loi qu'à certaines dispositions précises d'un accord parallèle, l'Accord de taxation concernant la Nation Nisga'a, et non à l'ensemble de cet accord parallèle.

J'aimerais souligner que, de façon générale, cet accord parallèle est appelé un accord de traitement fiscal. Les traités modernes qui ont suivi l'accord niska'a tiennent compte de la possibilité que des amendements ou des ajouts soient faits à ce genre d'accords parallèles, et c'est pourquoi les lois fédérales de règlement comparables ont accordé force de loi à toutes les dispositions des accords de traitement fiscal, au cas où il faudrait apporter des modifications ou ajouter des mesures. Donc, cette mesure modifie la Loi sur l'Accord définitif niska'a et donne force de loi à toutes les dispositions de l'accord parallèle, c'est-à-dire l'Accord de taxation concernant la nation Nisga'a et faisant en sorte que toute modification éventuelle de nature fiscale dans l'Accord de taxation concernant la nation Nisga'a ait pleinement force de loi et soit pleinement en vigueur. Merci.

**Le président :** Nous allons passer aux questions.

**Le sénateur Christmas :** Je veux remercier les témoins de leur présence devant notre comité cet après-midi. J'ai deux questions qui se rejoignent pour M. Almond. Premièrement, pourquoi le gouvernement fédéral propose-t-il des modifications à la Loi sur l'Accord définitif niska'a environ 20 ans après son entrée en vigueur? Deuxièmement, pourquoi l'Accord de taxation concernant la nation Nisga'a n'est-il pas un accord en vertu d'un traité ou un accord sur une revendication territoriale au sens des articles 25 et 35 de la Loi constitutionnelle?

**M. Almond :** Merci beaucoup de la question. Monsieur le président, j'aimerais répondre à la première question.

En ce qui concerne l'Accord de traitement fiscal avec la nation Nisga'a dont j'ai parlé, le but de cet accord était — et est toujours — qu'il puisse être modifié par les parties, de façon volontaire et convenue, afin de pouvoir être adapté à des modifications éventuelles qui seraient apportées aux mesures fiscales et qui n'avaient peut-être pas été prévues au moment où la Loi sur l'Accord définitif niska'a et le traité avaient été ratifiés et mis en œuvre en 2000.

Dans l'accord de traitement fiscal, ainsi que dans les autres accords de traitement fiscal similaires qui ont été conclus avec d'autres groupes autochtones autonomes au Canada, il y a des aspects techniques liés au traitement, par exemple en ce qui concerne le traitement fiscal d'un gouvernement autochtone lui-même relativement à la taxe sur les produits et les services, à la taxe de vente provinciale et sous le régime de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu.

Il y a aussi, dans l'accord de traitement fiscal, des mesures qui, encore une fois, sont de nature technique qui visent principalement le traitement fiscal applicable aux particuliers.

British Columbia and the Government of Canada were in full agreement with respect to amending the tax treatment agreement to provide a specific continued tax exemption for Nisga'a citizens who earned registered pension plan income based on employment income that was itself tax exempt.

In other words, this is a relieving measure specific to continue tax-exempt treatment for registered pension plan income for Nisga'a beneficiaries and Nisga'a citizens similar to the tax-exempt treatment in respect of that income under and pursuant to the Indian Act and section 87 of the Indian Act.

**Senator Christmas:** In my second question, I asked why the tax agreement was not considered a treaty or a land claims agreement under sections 25 and 35.

**Mr. Almond:** I would be pleased to answer that question. The tax treatment agreement is not considered a treaty under section 35 of the Constitution Act primarily because that agreement is intended to be amended based on technical tax-related aspects that the parties may agree on from time to time.

With respect to the provisions in that agreement, the agreement itself remains evergreen, has a minimum term and otherwise continues if the parties so choose. In this case, Nisga'a has chosen to continue this agreement, and it was viewed as not necessary to provide constitutional status for this side agreement given the nature of the technical measures related to taxation that are included in that.

**Senator Christmas:** Thank you, Mr. Almond.

**Senator Coyle:** Thank you, Mr. Almond. I'm trying to concretely understand the impact of this. You did get at some of the essence of impact in your response to Senator Christmas's questions.

Could you give us a sense of the effect this would have on the Nisga'a Nation and, in particular, on the citizens who are members of the Nisga'a Nation? Can you give us somewhat of a flavour of the impact or the effect of this on them and how many people this will affect? If you could give us that detail, it would be good to understand it better.

**Mr. Almond:** The provision that I spoke to as a practical, concrete example of one of the relieving tax measures being advanced through amendments ultimately to the Nisga'a Nation Taxation Agreement is an amendment that is relieving in nature. It's very specific in the sense that it relates to registered pension plan income received by Nisga'a citizens.

Dans ce cas précis, celui de la nation Nisga'a, la Colombie-Britannique et le gouvernement du Canada se sont complètement entendus pour modifier l'accord de traitement fiscal afin de fournir une exonération fiscale aux citoyens niska'a qui touchaient un revenu de régime de retraite enregistré en fonction d'un revenu d'emploi qui lui-même était exonéré d'impôt.

En d'autres mots, il s'agit d'une mesure d'allègement visant précisément à prolonger le traitement exonéré d'impôt pour les revenus de régimes de retraite enregistrés des prestataires niska'a et des citoyens niska'a, tout comme ce genre de revenu est exonéré d'impôt sous le régime de la Loi sur les Indiens et de l'article 87 de la Loi sur les Indiens.

**Le sénateur Christmas :** Ma deuxième question était : pourquoi l'accord fiscal n'était-il pas considéré comme un traité ou un accord sur une revendication territoriale au sens des articles 25 et 35?

**M. Almond :** Je serai heureux de répondre à cette question. L'accord de traitement fiscal n'est pas considéré comme un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle, principalement parce que cet accord a été conçu pour être modifié de temps en temps par les parties, si elles s'entendent sur certains aspects techniques liés à l'impôt.

En ce qui concerne les dispositions de l'accord, l'accord lui-même est permanent; il prévoit une échéance minimale, et il reste en vigueur si les parties en décident ainsi. Dans ce cas, la nation Nisga'a a choisi de reconduire l'accord, et il a été conclu que ce n'était pas nécessaire de donner un statut constitutionnel à cet accord parallèle, à cause de la nature des mesures techniques en matière d'impôt qu'il contient.

**Le sénateur Christmas :** Merci, monsieur Almond.

**La sénatrice Coyle :** Merci, monsieur Almond. J'essaie de comprendre quels seront les effets, concrètement. Vous avez abordé quelques-uns des effets fondamentaux en répondant aux questions du sénateur Christmas.

Pourriez-vous nous donner une idée de l'effet que cela aura sur la nation Nisga'a et, surtout, sur les citoyens qui appartiennent à la nation Nisga'a? Pourriez-vous nous donner un aperçu des conséquences ou des effets que cela aura sur eux, et nous dire combien de personnes cela va toucher? Si vous pouviez nous donner cette information, cela nous aiderait à mieux comprendre.

**M. Almond :** La disposition dont j'ai parlé est un exemple pratique et concret de l'une des mesures fiscales d'allègement qui sont proposées dans les amendements; en somme, il s'agit d'un amendement d'allègement pour l'Accord de taxation concernant la Nation Nisga'a. C'est une mesure très ciblée, qui touche les revenus de régimes de retraite enregistrés des citoyens niska'a.

Concerning our understanding of the number of individuals impacted, we don't have absolutely certain data, but, in my view, the number would be in the approximate range of up to several hundred individuals that are Nisga'a members and Nisga'a citizens who have certainty that their registered pension plan income, when it's received, is exempt from tax. That is, to the extent that employment income on which it was based was itself exempt from tax as a result of section 87, the tax exemption under the Indian Act prior to the time when Nisga'a was self-governing with the implementation of federal legislation.

With respect to the Nisga'a Nation itself as a government, it has its own tax systems in place with respect to all residents of Nisga'a settlement lands and, in particular, the Nisga'a communities on those settlement lands. As a result, the Nisga'a Nation itself, while it generates important revenues through its tax system of personal income tax with respect to all residents, including citizens of its settlement lands, ultimately would see a slight reduction in their tax revenue generation through income taxes. I should say they would not see the expected slight increase in tax revenues with respect to taxes levied on its citizens as a result of this measure.

The Nisga'a Nation, the Province of British Columbia and the federal government, through the Minister of Finance, are supportive of these amendments.

**The Chair:** Thank you, Mr. Almond.

[Translation]

**Senator Audette:** I'm still new to the Senate, but it's nothing new for me to hear the government talking over and over again about nation-to-nation relations and all things reconciliation.

From my point of view, I may be missing something because I don't understand how one government can speak for another government. I don't see a document in which the Nisga'a Nation says they agree to this. Would it be possible to have that confirmed? Thank you.

**Mr. Almond:** Thank you for the question. Mr. Chair, I'd like to turn the floor over to my colleague Roch Vézina.

**Roch Vézina, Senior Tax Policy Analyst, Indigenous Taxation Policy Section, Department of Finance Canada:** Thank you, Mr. Almond.

So, this is a more enabling measure, which would recognize the agreement and future amendments by all three parties, more or less on the federal side, to give it full force and effect. The measure itself is rather enabling, which would allow us to make

Pour ce qui est du nombre de personnes qui, selon nous, seront touchées, nous n'avons pas de données absolument certaines, mais à mon avis, il devrait s'agir environ de quelques centaines de personnes au maximum, qui sont des membres et des citoyens de la nation Nisga'a qui auront la certitude que leurs revenus de régimes de retraite enregistrés, quand ils les recevront, seront exonérés d'impôt. Je veux dire, dans la mesure où le revenu d'emploi connexe est exonéré d'impôt au titre de l'article 87, l'exonération fiscale prévue dans la Loi sur les Indiens avant la mise en œuvre de la loi fédérale qui a accordé l'autonomie gouvernementale à la nation Nisga'a.

Au sujet de la nation Nisga'a elle-même, en tant que gouvernement, elle a son propre système fiscal qui s'applique à tous les habitants des terres niska'a octroyées par entente, et en particulier aux collectivités niska'a qui se trouvent sur ces terres octroyées par entente. Donc, la nation Nisga'a elle-même, qui génère d'importantes recettes grâce à l'impôt sur le revenu de tous ses habitants, y compris les citoyens sur les terres octroyées par entente, verra, au bout du compte, une légère baisse de ses recettes venant de l'impôt sur le revenu. Je devrais plutôt dire qu'elle ne verra pas la légère augmentation attendue de ses recettes provenant de l'impôt sur les particuliers, à cause de cette mesure.

La nation Nisga'a, la province de la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du ministère des Finances, soutiennent ces modifications.

**Le président :** Merci, monsieur Almond.

[Français]

**La sénatrice Audette :** Je suis encore nouvelle au Sénat, mais pas nouvelle quand j'entends le gouvernement exprimer maintes fois des propos concernant les relations de nation à nation et tout ce qui concerne la réconciliation.

De mon point de vue, il me manque des éléments pour comprendre pourquoi un gouvernement parle au nom d'un autre gouvernement. Je ne vois pas le document dans lequel la nation niska'a mentionne qu'elle est d'accord avec cela. Serait-il possible d'avoir cette confirmation? Merci.

**M. Almond :** Merci de la question. Monsieur le président, je voudrais passer la parole à mon collègue, M. Roch Vézina.

**Roch Vézina, analyste principal de la politique fiscale, Section de la politique fiscale autochtone, ministère des Finances Canada :** Merci, monsieur Almond.

Donc, il s'agit d'une mesure plus habilitante, qui reconnaîtrait l'accord et les modifications futures par les trois parties, plus ou moins du côté du fédéral, pour lui donner pleine force de loi et effet. La mesure en elle-même est plutôt habilitante, ce qui nous

an amendment or future amendments relating to the taxation agreement after the fact, should the parties agree.

Based on federal mandates, we proposed amendments that we also proposed to the other self-governing first nations with similar agreements. However, their legislation, which implements the treaty as well as the taxation agreement, gives full force of law to the entire taxation agreement, whereas the Nisga'a Nation Taxation Agreement legislation only gave force of law to certain sections, and they are the only sections that have force of law at this time. Therefore, the measure amends the implementing legislation to give the entire agreement force of law and allow us to amend the agreement thereafter, should all three parties agree.

[English]

**The Chair:** Thank you, Mr. Vézina.

**Senator Hartling:** Thank you to the witnesses for coming and sharing this with us.

This is a little hard to wrap your head around, especially around taxation. I'm thinking of a couple of things. We know a lot of agreements that have been signed with First Nations have not been in their best interests. I want to make sure I'm understanding this well.

Historically, have there been other kinds of agreements like this with other First Nations groups and with the government and the provinces that you can tell us about?

**Mr. Almond:** Thank you for the question, senator. Yes, there are a number of similar agreements with similar or almost identical provisions with more than 15 self-governing First Nations in Canada.

The measures included in the tax treatment agreements, as they are known in generic terms, are relieving in nature with respect to the tax treatment of the government in certain cases, as we have explained, with respect to registered pension plans, income and the tax treatment for individuals, as well as providing for any future potential amendments that the parties agreed to.

I should note as well that these agreements, in all cases, are public documents. They are available on the Finance Canada website. We can certainly follow up and provide the clerk and the committee with the exact links or, in fact, the exact copies of these agreements for the committee's benefit.

Again, these agreements are intended to be mutually agreeable technical measures between the parties and are ultimately entered into given that the tax acts of Canada, from the time of Nisga'a and through to the future and current self-governments,

permettait, après le fait, de conclure un amendement ou de futurs amendements relatifs à l'accord de taxation, si les parties s'entendent.

Nous avons proposé des amendements fondés sur des mandats fédéraux, que nous avons aussi proposés à d'autres Premières Nations autonomes qui ont des accords similaires. Par contre, leur législation, qui met en œuvre le traité ainsi que l'accord de taxation, donne pleine force de loi à tout l'accord de taxation, tandis que la législation concernant l'Accord de taxation concernant la nation Nisga'a donnait seulement force de loi à certains articles, qui sont les seuls à avoir force de loi en ce moment. Donc, la mesure vient amender la loi de mise en œuvre pour effectivement donner force de loi à tout l'accord pour nous permettre d'amender l'accord, par la suite, avec l'accord des trois parties.

[Traduction]

**Le président :** Merci, monsieur Vézina.

**La sénatrice Hartling :** Merci aux témoins de leur présence et des renseignements qu'ils ont partagés avec nous.

Tout cela est un peu difficile à comprendre, surtout lorsqu'il s'agit d'impôt. Il y a deux ou trois choses qui me viennent en tête : nous savons qu'un grand nombre d'accords qui ont été signés avec les Premières Nations n'étaient pas dans leur intérêt. Je veux m'assurer de bien comprendre.

Dans le passé, y a-t-il eu d'autres types d'accords comme celui-ci, avec d'autres groupes des Premières Nations et le gouvernement et les provinces dont vous pourriez nous parler?

**M. Almond :** Merci de la question, madame la sénatrice. Oui, il y a eu un certain nombre d'accords similaires, comprenant des dispositions similaires ou pour ainsi dire identiques, qui ont été conclus avec plus de 15 Premières Nations autonomes au Canada.

Les mesures comprises dans les accords de traitement fiscal, comme on les appelle généralement, servaient à alléger le traitement fiscal du gouvernement dans certains cas, comme nous l'avons expliqué, relativement aux régimes de retraite enregistrés, aux revenus et au traitement fiscal des particuliers, et aussi pour s'adapter à toute modification éventuelle que les parties pourraient convenir d'apporter.

Je devrais souligner que tous ces accords, et ce, dans tous les cas, sont accessibles au public. Vous pouvez les consulter sur le site Web de Finances Canada. Nous pourrions certainement envoyer plus tard à la greffière et au comité les liens exacts, ou même des copies exactes des accords, si le comité le juge utile.

Encore une fois, ces accords sont conçus pour être des mesures techniques mutuellement acceptables, entre les parties, et ils sont fondamentalement conclus parce que les lois de l'impôt du Canada, depuis l'époque de la nation Nisga'a jusqu'aux

don't include precise enough details to cover all situations with respect to Indigenous governments and their citizens.

**Senator Hartling:** Thank you.

**The Chair:** Honourable senators, the floor is still open. If senators have more questions, we have a few minutes. Seeing none, we will go to our next panel.

We will now resume our study on the federal implementation of the Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. Minister Marc Miller is delayed in the House of Commons due to votes, and he will join us in the next half hour.

While we wait for his arrival, I would like to welcome, from Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada, Daniel Quan-Watson, Deputy Minister, and Chantal Marin-Comeau, Director General, Missing and Murdered Indigenous Women and Girls Secretariat.

I invite Mr. Quan-Watson to begin opening remarks on behalf of Minister Miller for no more than five minutes, and then we will move to questions and answers. Each round will be three minutes in total, as with the previous panels. If the minister, deputy minister or director general are unable to provide an oral answer today, I ask them to submit a written response via the clerk by Friday.

With that, I now pass it over to Deputy Minister Quan-Watson.

[Translation]

**Daniel Quan-Watson, Deputy Minister, Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada:** I'm pleased to be with the committee today. I understand Minister Miller will be joining us shortly. In the meantime, I will present a few quick opening remarks.

[English]

I would like to acknowledge that I am speaking to you today from Edmonton Treaty 6 territory and home of the Métis of Alberta.

[Translation]

As this committee heard earlier this month, our collective work to end this national tragedy centres around implementation of the 231 calls for justice found in the Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls.

gouvernements autonomes futurs et actuels, ne contiennent pas suffisamment de détails précis pour couvrir toutes les situations touchant les gouvernements autochtones et leurs citoyens.

**La sénatrice Hartling :** Merci.

**Le président :** Honorables sénateurs et sénatrices, nous pouvons poursuivre la discussion. Si vous avez des questions, il nous reste quelques minutes. Puisqu'il n'y en a aucune, nous allons passer aux témoins suivants.

Nous reprenons maintenant notre étude sur la mise en œuvre fédérale du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Le ministre Marc Miller a été retardé à cause de votes à la Chambre des communes, mais il sera avec nous au cours de la prochaine demi-heure.

En attendant qu'il arrive, accueillons les représentants de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada : M. Daniel Quan-Watson, sous-ministre, et Mme Chantal Marin-Comeau, directrice générale, Secrétariat des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées.

Je vais inviter M. Quan-Watson à nous présenter sa déclaration préliminaire au nom du ministre Miller. Vous avez cinq minutes tout au plus. Ensuite, nous passerons à la période de questions. Les sénateurs et sénatrices disposeront de trois minutes chacun, comme avec les témoins précédents. Si le ministre, le sous-ministre ou la directrice générale sont incapables de nous fournir une réponse de vive voix aujourd'hui, je vais leur demander d'envoyer leur réponse par écrit à la greffière d'ici vendredi.

Sur ce, je cède maintenant la parole au sous-ministre Quan-Watson.

[Français]

**Daniel Quan-Watson, sous-ministre, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada :** C'est un plaisir d'être avec le comité aujourd'hui. Le ministre sera ici bientôt. Entretemps, j'aurai quelques remarques assez rapides à faire.

[Traduction]

Je tiens à souligner que je m'adresse à vous aujourd'hui à partir d'Edmonton, sur le territoire du Traité n° 6, où se trouvent les Métis de l'Alberta.

[Français]

Comme le comité l'a entendu au début du mois, notre travail collectif pour mettre fin à cette tragédie nationale est centré sur la mise en œuvre des 231 appels à la justice contenus dans le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Former commissioners of the inquiry made it clear that governments — including the federal government — have a large role to play in implementing these recommendations, many of which target the root causes of violence.

[English]

A big part of this is providing accessible programs and services in the four key areas identified by the inquiry: culture, health, safety and justice.

Budget 2022 builds on past investments and reconfirmed the more than \$2.2 billion the government pledged in 2021 to address this ongoing national tragedy.

Budget 2022 also invests in the National Action Plan on Violence Against Women and Gender-Based Violence, the federal LGBTQ2 Action Plan and the Anti-Racism Action Plan.

[Translation]

All of these initiatives are linked to commitments the Government of Canada made in its federal pathway to address Indigenous women and Indigenous 2SLGBTQQIA+ people.

The government recognizes that access to culture remains an important part of reclaiming power and place, and ultimately, of finding safety. The minister recently announced a series of investments that respond directly to Call for Justice 2.3 on providing safe cultural spaces for Indigenous communities across the country.

In the Mohawk Territory of Kahnawake, Quebec, and in 108 Mile Ranch, British Columbia, the government is helping to fund the construction of new cultural centres that will serve as safe spaces for community members to share traditional knowledge.

In Savona, British Columbia, the Government of Canada is funding the construction of a traditional pit home and museum facility for the Skeetchestn Indian Band. This funding will help the First Nation celebrate and teach others about their culture, and highlight the role of women, girls, as well as two-spirit and LGBTQIA+ people in their community.

[English]

Last year, the MMIWG secretariat launched a support program for the well-being of families and survivors of missing and murdered Indigenous women, girls and 2SLGBTQQIA+ people. Through this program, the government has provided more than \$2.5 million in funding to 20 Indigenous organizations for

Les anciens commissaires de la commission d'enquête ont clairement indiqué que les gouvernements — y compris le gouvernement fédéral — ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de ces recommandations, dont beaucoup visent les causes profondes de la violence.

[Traduction]

Une grande partie de cet objectif consiste à fournir des programmes et des services accessibles dans les quatre domaines clés identifiés par l'enquête : la culture, la santé, la sécurité et la justice.

Le budget 2022 s'appuie sur les investissements passés et confirme à nouveau l'engagement de plus de 2,2 milliards de dollars pris par le gouvernement en 2021 pour faire face à cette tragédie nationale.

Le budget 2022 investit également dans le plan d'action national contre la violence sexiste, le plan d'action fédéral LGBTQ2 et le plan de lutte contre le racisme.

[Français]

Toutes ces initiatives sont liées aux engagements pris par le gouvernement du Canada dans sa Voie fédérale pour traiter les questions relatives aux femmes et aux personnes 2ELGBTQQIA + autochtones.

Le gouvernement reconnaît que l'accès à la culture reste un élément important de la reconquête du pouvoir et de la place et, en fin de compte, de la sécurité. Le ministre a récemment annoncé une série d'investissements qui répondent directement à l'appel à la justice n° 2.3 sur la création d'espaces culturels sûrs pour les communautés autochtones du pays.

Dans le territoire mohawk de Kahnawake, au Québec, et à 108 Mile Ranch en Colombie-Britannique, le gouvernement aide à financer la construction de nouveaux centres culturels qui serviront d'espaces sûrs pour que les membres de la communauté puissent partager leurs connaissances traditionnelles.

À Savona, en Colombie-Britannique, le gouvernement du Canada finance la construction d'un foyer traditionnel et d'un musée pour la bande indienne skeetchestn. Ce financement permettra à la Première Nation de célébrer et d'enseigner sa culture, et de souligner le rôle des femmes, des filles et des personnes bispirituelles et LGBTQIA+ dans leur communauté.

[Traduction]

L'année dernière, le secrétariat des FFADA a lancé le Programme de contribution au soutien du bien-être des familles et des survivantes et survivants des FFADA et des personnes bispirituelles et LGBTQIA+. Grâce à ces programmes, le gouvernement a accordé plus de 2,5 millions de dollars de



projects that deliver healing and wellness activities, programs and services to families and survivors.

Separate from these announcements, Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada has allocated almost \$1 million to Indigenous organizations to support 19 Indigenous-led data projects. These projects will help us better understand the issue of violence against Indigenous women, girls and 2SLGBTQQIA+ people.

[Translation]

The government has done some work, and we have made some progress, but much more needs to be done. That much is clear. My department will be providing an update in June this year to outline some of the progress we've made to date, and map a path forward.

[English]

We've heard the need for robust oversight and accountability mechanisms, for more programs that provide access to education and jobs and other economic opportunities, and for better supports for those dealing with the justice system.

[Translation]

This is a whole-of-government, and whole-of-Canada endeavour. All of our actions need to be done in partnership — developed collaboratively, led by Indigenous women, and with input from Indigenous communities. This is crucial as we put these recommendations into place. While we have made progress to fill these gaps, we still have more work to do and we will continue this journey together.

*Meegwetch, qujannamiik, marsee.* Thank you.

[English]

**The Chair:** Thank you, Deputy Minister Quan-Watson. Before I open the floor to questions from our senators, I have one of my own. Some witnesses expressed concerns about the lack of information related to the implementation of the Calls for Justice. How does the department plan to communicate the results of its work?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question. Considerable work is happening on that very front. We recognize that knowing what data to measure is critical for the long-term story about this. The best way to make sure that no one can ever put this into a corner again, as it has been for far too long in the

financement à 20 organisations autochtones pour des projets qui proposent des activités, des programmes et des services de guérison et de bien-être aux familles et aux survivants.

En plus de ces annonces, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a alloué près de 1 million de dollars à des organisations autochtones pour soutenir 19 projets de données dirigés par des Autochtones. Ces projets nous aideront à mieux comprendre le problème de la violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles et LGBTQQIA+ autochtones.

[Français]

Le gouvernement a fait du travail et des progrès, mais il reste encore beaucoup à faire, c'est clair. Mon ministère présentera une mise à jour en juin de cette année pour souligner certains des progrès accomplis à ce jour et tracer la voie à suivre.

[Traduction]

Nous avons entendu la nécessité de mettre en place de solides mécanismes de surveillance et de responsabilisation, de multiplier les programmes qui donnent accès à l'éducation, à l'emploi et à d'autres possibilités économiques, et de mieux soutenir les personnes ayant affaire au système judiciaire.

[Français]

Il s'agit d'une entreprise qui concerne l'ensemble du gouvernement et du Canada. Toutes nos actions doivent être menées en partenariat — élaborées en collaboration, dirigées par des femmes autochtones et avec la participation des communautés autochtones. Il s'agit là d'un élément crucial au moment où nous mettons en œuvre ces recommandations. Bien que nous ayons fait des progrès pour combler ces lacunes, il nous reste encore du travail à faire et nous continuerons ce voyage ensemble.

*Meegwetch, qujannamiik, marsee.* Merci.

[Traduction]

**Le président :** Merci, monsieur le sous-ministre. Avant de commencer la période de questions, j'ai moi-même une question à poser. Certains témoins ont soulevé des préoccupations à l'égard du manque d'information sur la mise en œuvre des appels à la justice. Comment le ministère projette-t-il de communiquer les résultats de ses efforts?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de la question. Nous déployons des efforts considérables justement de ce côté. Nous sommes conscients du fait qu'il est crucial de savoir quelles données mesurer pour voir l'histoire à long terme. La meilleure façon de s'assurer que personne ne pourra reléguer cela aux

history of this issue, is to have data and measurements out there that can be seen in broad daylight.

I talked about 19 projects, for example, around data that are being developed. We will release our first annual report in the month of June. That will be a report not only on the federal plan but the national action plan with provinces and territories and Indigenous groups.

That will grow over time, and part of what we have attempted to ensure we achieve is that this can never be put back to where it once was — which was a state of invisibility — and to make sure that it is in front of all Canadians and all those responsible for making these changes.

**The Chair:** Thank you, Mr. Quan-Watson.

[Translation]

**Senator Audette:** I believe you both know, and Mr. Miller will soon find out too: I was part of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. I am now reacting and asking you questions as a senator.

Please, regarding the \$2.2 billion: it's a crisis, women are still disappearing, still today, in 2022. Young girls are still being victimized by all sorts of things that have been attested to and presented in the calls for justice, which I feel are legal imperatives. So, yes, culture is important, language and all of that is important, but too many women are incarcerated — that is unacceptable — and people are having all sorts of problems.

What does the government intend to do? I see this as an emergency, that Canada and of course, Quebec, need to check, verify and monitor the Calls for justice; so, Call for Justice 1.7, the ombudsman position, is fundamental and an urgent need. Of course, there is also Call for Justice 1.10, which requires that the Calls for Justice be accounted for, reported on and verified.

I don't want to know how much money is going to be invested, because I don't feel that saves lives, still today; but as senators, we have to know what the federal government is doing on a daily basis.

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question, senator.

I think that an absolutely essential element of the commissioners' report was the great, great, great, series of links between cause and effect. In the past, all too often, there was a blame game or a belief that it was very simple; it was one or two

oubliettes encore une fois, comme cela a été fait pendant beaucoup trop longtemps dans notre histoire, c'est d'avoir des données et des mesures qui sont à la vue de tous.

J'ai parlé de 19 projets, par exemple, qui sont en cours d'élaboration relativement aux données. Nous allons publier notre premier rapport annuel en juin. Ce sera un rapport non seulement sur le plan fédéral, mais aussi sur le plan d'action national avec les provinces et les territoires et les groupes autochtones.

Avec le temps, cela va prendre de l'ampleur, et une partie de ce que nous avons tenté de faire est de veiller à ce que les choses ne puissent jamais revenir où elles ont déjà été — c'est-à-dire que c'était invisible —, et pour veiller à ce que cela soit à la vue de tous les Canadiens et de toutes les personnes responsables d'apporter ces modifications.

**Le président :** Merci, monsieur Quan-Watson.

[Français]

**La sénatrice Audette :** Je pense que vous le savez tous les deux, et bientôt M. Miller le saura aussi : j'ai fait partie de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). Maintenant, c'est à titre de sénatrice que je réagis et que je vous pose des questions.

S'il vous plaît, concernant les 2,2 milliards de dollars : il y a une crise, les femmes continuent de disparaître, encore aujourd'hui, en 2022. Les jeunes filles sont encore victimes de toutes sortes de choses dont on a témoigné et qu'on a présentées dans les appels à la justice, qui sont des impératifs juridiques, à mon avis. Alors, oui, la culture c'est important, la langue et tout cela, c'est important, mais on retrouve un surnombre de femmes incarcérées — cela ne passe pas —, puis on a toutes sortes de problèmes.

Qu'est-ce que le gouvernement entend faire? Pour moi, il s'agit d'une urgence, pour le Canada et bien sûr pour le Québec, de valider, de vérifier, de surveiller les appels à la justice; donc, l'appel n° 1.7, le poste d'ombudsman, c'est quelque chose qui est fondamental et urgent. Bien sûr, il y a aussi l'appel à la justice n° 1.10, qui permet de rendre compte, de faire rapport et de vérifier — de surveiller — les appels à la justice.

Je ne veux pas savoir combien d'argent sera investi, parce que je n'ai pas l'impression que cela sauve des vies, encore aujourd'hui; mais en tant que sénateurs, nous avons besoin de savoir ce que le gouvernement fédéral fait au quotidien.

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup pour la question, madame la sénatrice.

Je pense qu'un élément absolument essentiel du rapport des commissaires a été la grande, grande, grande, série de liens entre causes et effets. Par le passé, trop souvent, on blâmait les victimes ou on croyait que c'était très simple; c'était une ou deux

things and if you dealt with them, the situation would be resolved. The report demolishes those arguments forever—it has an incredibly big impact.

I think the senator identified two key elements: the ombudsman, which again will never allow people to forget, but will shed light on the shortcomings, and the reporting, because it will be on the basis of evaluations that we can demonstrate whether there are shortcomings or, even more importantly, whether there are sometimes successes. So issues of policing, income, education, shelter services in the context of domestic violence, and a whole range of investments will be needed.

It's true that this is just a start, and it's absolutely true that the federal government needs to work with the provinces, the territories, and especially the Indigenous communities and government. However, it is by responding to all of these calls and all of these causes — it is well written in the report that was published in 2019 — and even, I would say, for the first time by weaving all of these links, that we will respond.

[English]

**Senator Christmas:** I'd like to direct this question to Mr. Quan-Watson. I want to thank you and, through you, the government for the recent budget investments for MMIWG. I know it's a start, but it's a good start.

When we heard witnesses from families, understandably there is a lot of distrust with federal and provincial governments, and since there's such a vulnerable segment of our population that has been abused, neglected and not heard, it's understandable.

Our witnesses came back to the same point about accountability, and I think they meant not only the accountability of the present government but future governments, both federal and provincial. To them, this was a guarantee of accountability and action.

I noted in the National Action Plan that all governments would take action to establish a national Indigenous and human rights ombudsman before June 3, 2022, and no doubt your reference to your upcoming annual report is what's in mind.

Without jeopardizing too much of your report — but it's critical that this committee be precise and accurate in its reporting — can you tell me what steps the federal government is

choses et si on les réglait, la situation se réglait. Le rapport démolit ces arguments pour toujours — cela a un impact incroyablement important.

Je pense que la sénatrice cerne deux éléments clés : l'ombud, qui, encore une fois, ne permettra jamais aux gens d'oublier, mais qui permettra de faire la lumière sur les lacunes, et les rapports, car ce sera sur la base d'évaluations qu'on pourra démontrer s'il y a des lacunes ou, encore plus important, s'il y a parfois des succès. Donc, les questions relatives aux services de police, au revenu, à l'éducation, aux services d'hébergement dans le contexte de violence conjugale, et toute une série d'investissements seront nécessaires.

C'est vrai que ce n'est qu'un départ, et c'est absolument vrai que le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces, les territoires, et surtout les communautés et le gouvernement autochtones. Cependant, c'est en répondant à l'ensemble de ces appels et à l'ensemble de ces causes — c'est bien écrit dans le rapport qui a été publié en 2019 — et même, je dirais pour la première fois en tissant tous ces liens, que nous allons y répondre.

[Traduction]

**Le sénateur Christmas :** J'aimerais poser une question à M. Quan-Watson. Je tiens à vous remercier et, par votre entremise, remercier le gouvernement des investissements budgétaires récents pour les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Je sais que c'est un début, mais c'est un bon début.

Quand nous avons entendu les témoins des familles, il y avait, et c'est compréhensible, énormément de méfiance envers les gouvernements fédéral et provinciaux, et puisqu'il s'agit d'une partie de la population qui est tellement vulnérable, qui a été maltraitée et négligée et qu'on a refusé d'entendre, c'est tout à fait compréhensible.

Nos témoins aussi ont parlé de responsabilisation, et je crois qu'on parlait non seulement de la responsabilisation du gouvernement actuel, mais aussi de celle des futurs gouvernements, tant fédéraux que provinciaux. Pour les témoins, c'était une garantie à l'égard de la responsabilisation et des actions.

J'ai remarqué que, dans le plan d'action national, tous les gouvernements prendraient des mesures pour créer un poste d'ombudsman national des droits des Autochtones et des droits de la personne avant le 3 juin 2022, et je suis sûr que cela est aussi pris en considération dans votre rapport annuel à venir.

Sans trop compromettre votre propre rapport — même si c'est essentiel que le comité soit aussi précis et exact que possible dans son propre rapport — pouvez-vous nous dire quelles

going to take or is taking in establishing a national Indigenous human rights ombudsperson?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question. I'll turn to my colleague Chantal Marin-Comeau for some of the details. This is obviously a very important issue, as I mentioned earlier, ensuring that it's impossible for these issues to fall into the shadows as they did too often in the past. There were people that we dealt with. You referred to the survivors and families. There were people who had been after some type of recognition for 50 years before this process was launched, and we understand the lack of trust on that front. I think it goes to demonstrate the critical need of the ombudsperson and the reporting that would highlight these matters.

We have been working very closely with provinces and territories. I don't think we're as far along as we would have hoped at this point in time, but they are advancing very nicely. The provinces and territories recognize the need for this issue as well. Certainly, the survivors have been very clear on the focus, and the federal government, as always, will stand very closely with the survivors on that front, and we hope to have it resolved shortly.

Perhaps my colleague Ms. Marin-Comeau can speak to the specific meetings that have been going on.

**Chantal Marin-Comeau, Director General, Missing and Murdered Indigenous Women and Girls Secretariat, Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada:** Thank you very much for that question and thank you, deputy. As the deputy mentioned, accountability is important. It's a shared accountability between the federal, provincial, territorial and all levels of government. This also has links to the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

What the federal government has been up to recently is, through the Department of Justice and Crown-Indigenous Relations, we've been starting to engage on what this national Indigenous and human rights ombudsperson and tribunal could look like and could be. We have started to engage Indigenous partners. We will be more proactively engaging families and survivors in order to establish the scope of an ombudsperson.

Obviously, there needs to be a lot more engagement as well on the provincial and territorial sides to see that this ombudsperson is fully equipped to actually have accountability and do some

mesures le gouvernement fédéral va prendre ou prend actuellement pour créer ce poste d'ombudsman national des droits des Autochtones et des droits de la personne?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de la question. Je vais céder la parole à ma collègue, Mme Chantal Marin-Comeau, qui pourra vous fournir de l'information détaillée. Il s'agit évidemment d'un enjeu très important, comme je l'ai dit plus tôt; il faut veiller à ce que ce soit impossible pour ce genre de questions de retomber dans l'ombre, comme cela est arrivé trop souvent dans le passé. Il y a des gens avec qui nous avons interagi. Vous avez parlé des survivants et des familles. Il y a des gens qui, 50 ans avant que ce processus ne soit lancé, demandaient d'être reconnus, et nous comprenons pourquoi cela a entraîné un manque de confiance. Je crois que cela souligne le besoin crucial d'avoir un ombudsman et que des comptes soient rendus pour que ce genre de problèmes soient mis en lumière.

Nous avons travaillé en très étroite collaboration avec les provinces et les territoires, et même si je ne crois pas que nous avons progressé autant que nous l'aurions voulu jusqu'à présent, les choses avancent très bien. Les provinces et les territoires reconnaissent qu'il faut s'attaquer à ce problème également. Je peux certainement dire que les survivants ont dit très clairement que c'était une priorité; le gouvernement fédéral, comme toujours, soutiendra de très près les survivants à ce chapitre, et nous espérons que la question sera réglée bientôt.

Peut-être que ma collègue, Mme Marin-Comeau, pourra vous parler des réunions que nous avons tenues en particulier.

**Chantal Marin-Comeau, directrice générale, Secrétariat des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada :** Merci beaucoup de la question, et merci, monsieur le sous-ministre. Comme le sous-ministre vient de le mentionner, la reddition de comptes est quelque chose d'important. C'est une responsabilité que se partagent les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, et tous les ordres de gouvernement. Cela rejoint également la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Récemment, le gouvernement fédéral, par l'entremise du ministère de la Justice et de Relations Couronne-Autochtones, a entamé les efforts de mobilisation pour déterminer la forme que pourrait prendre le poste d'ombudsman national des droits des Autochtones et des droits de la personne et ce que cela pourrait être. Nous avons commencé à consulter nos partenaires autochtones. Nous allons être plus proactifs pour consulter les familles et les survivantes et survivants en vue de déterminer quelle sera la portée du poste d'ombudsman.

Évidemment, il faut une plus grande mobilisation des gouvernements provinciaux et territoriaux, si nous voulons que l'ombudsman ait toutes les ressources dont il a besoin pour une

oversight on matters relating to federal, provincial and territorial jurisdictions.

We anticipate that this will be discussed during the development of the action plan for the implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples and the act that is currently being developed, and it will be under way.

Some preliminary work has been undertaken. Much more engagement needs to be done, and the government is fully committed and has started this important engagement on this very critical matter. Thank you very much.

**Senator Christmas:** Thank you very much for that answer. Mr. Quan-Watson, do you envision introducing legislation in Parliament to enact the ombudsperson?

**Mr. Quan-Watson:** Certainly, we'll meet the commitment that was there. I'm not able to speak exactly to the timing of that, but certainly we're pursuing the full meeting of that commitment, yes.

**Senator Christmas:** Thank you, deputy.

**Senator Patterson:** I have just a quick follow-up to that line of questioning. I think the commitment did involve timing, so I hope that we'll get an answer that will confirm the promised timing as well.

I'd like to thank the witnesses for being here.

There are 231 Calls for Justice. The question is: Where do you start? You've said you've engaged on the ombudsperson recommendation. I'm wondering if the department has established priorities for action, recognizing you're not going to be able to do all 231 at once. I know engagement is required, but has the department established priorities, and if so, could those be shared with the committee?

Second, there was mention of \$2.2 billion over five years, and Budget 2021 had allocated \$724 million for violence prevention strategies. These are to cover First Nations, Métis and Inuit. Has the department determined how these funds will be disbursed to achieve fairness among the First Nation, Inuit and Métis constituents?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question. I think one of the best ways to think about where the priorities have been is in the area of spending. For example, if we go back to 2019, there was \$21 million over three years for health

reddition de comptes réelle et pour assurer, jusqu'à un certain point, une surveillance des dossiers relevant du fédéral, des provinces et des territoires.

Nous prévoyons que tout cela fera l'objet de discussions pendant la mise au point du plan d'action concernant la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et de la loi qui est en cours d'élaboration, puis les choses pourront avancer.

Des travaux préliminaires ont déjà été entrepris. Nous avons besoin d'accroître beaucoup la mobilisation, et le gouvernement s'est engagé entièrement à cet égard et a commencé ses importants efforts de mobilisation dans ce dossier très crucial. Merci beaucoup.

**Le sénateur Christmas :** Merci beaucoup de cette réponse. Monsieur Quan-Watson, prévoyez-vous de proposer un projet de loi au Parlement pour créer le poste d'ombudsman?

**M. Quan-Watson :** Certainement. Nous allons respecter l'engagement qui a été pris. Je ne peux pas vous dire exactement à quel moment cela sera fait, mais nous avons l'intention de respecter entièrement cet engagement, oui.

**Le sénateur Christmas :** Merci, monsieur le sous-ministre.

**Le sénateur Patterson :** Rapidement, j'ai seulement une question complémentaire dans la même veine. Je crois qu'il y avait effectivement un aspect temporel à cet engagement, alors j'espère que nous obtiendrons une réponse qui confirmera les délais promis.

Je veux remercier les témoins d'être avec nous.

Il y a 231 appels à la justice. La question est : par où commencer? Vous avez dit que vous avez commencé à travailler sur la recommandation de créer un poste d'ombudsman. Je me demande si le ministère avait établi une liste de mesures prioritaires, compte tenu du fait que vous ne pourrez pas mettre en œuvre les 231 appels en même temps. Je sais que la mobilisation est nécessaire, mais est-ce que le ministère a établi une liste des priorités, et le cas échéant, pourriez-vous dire au comité de quelles priorités il s'agit?

Ensuite, il a été question de 2,2 milliards de dollars sur cinq ans, et dans le budget 2021, 724 millions de dollars étaient affectés aux stratégies de prévention de la violence. Ce sont des fonds pour aider les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Le ministère a-t-il décidé de la façon dont ces fonds seront distribués équitablement entre les citoyens des Premières Nations, inuits et métis?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de la question. Je crois que l'une des meilleures façons de réfléchir aux priorités, c'est en regardant les dépenses. Par exemple, si on regarde 2019, 21 millions de dollars sur trois ans ont été investis pour le soutien

supports and victim services supports, recognizing that critical aspect.

There were commemoration investments, for example, to honour the lives and legacy of those who were murdered and went missing.

A review of police policies and practices was something that we funded in 2019, again, demonstrating the importance of policing as a priority, including a review of the National Investigation Standards and Practices Unit.

In the fall of 2020, we added quite substantially to that, and it was the issue of infrastructure. It may not be obvious to some as to what infrastructure would have to do with MMIWG, but many of the circumstances that led to people being in situations that left them more vulnerable were the lack of housing or the lack of safe drinking water in the community and many others. So that has been a significant priority.

Shelters, in instances of conjugal violence, for example, were ones that we also put significant money into over time. In June of last year, 12 new shelters were announced, with \$85 million and \$10.2 million annually after that.

But in the budget last year, there was \$18 billion to narrow the gaps between the outcomes of Indigenous peoples and non-Indigenous people, and that goes to MMIWG findings, again, in a comprehensive report that tied all those links between causes and effects. That is an area on a whole bunch of different fronts, everything from data to helping the survivors and families of those who were victims, to housing, again, to shelters to creating a secretariat to make sure that we don't lose track of these issues and they remain there.

We work very closely with Métis, Inuit and First Nations and they have been an integral part of the conversations about how to do this spending and will continue to be as well to make sure that the appropriate funding goes to each of those groups. Obviously, it's not a formulaic process. It's not always easy. The needs are different, but that is the purpose of ensuring we work together.

**Senator Pate:** Thank you to the witnesses. My questions relate to the linking of the work your department is doing with other departments, given that reconciliation and implementation of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls Calls for Justice and the Truth and Reconciliation Commission's Calls to Action are essentially part of the mandate letters of every minister.

en santé et le soutien des services aux victimes, puisqu'on a reconnu qu'il s'agit d'un aspect crucial.

Il y a eu des investissements à des fins de commémoration, par exemple, pour honorer la vie et l'héritage de celles qui ont été assassinées ou portées disparues.

Nous avons financé en 2019 un examen des politiques et des pratiques policières, encore une fois, pour souligner l'importance du maintien de l'ordre en tant que priorité, et cela a compris un examen du Bureau national des normes et pratiques d'enquête.

À l'automne 2020, nous avons ajouté énormément de fonds liés à l'infrastructure. Le lien entre l'infrastructure et les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées n'est peut-être pas évident pour certains, mais souvent, les circonstances qui font que des gens se retrouvent dans des situations où ils sont beaucoup plus vulnérables sont le manque d'accès au logement ou le manque d'eau potable dans les collectivités, entre beaucoup d'autres facteurs. Donc, cela a été une grande priorité.

Les refuges, pour les victimes de violence conjugale, par exemple, ont été une priorité dans laquelle nous avons investi énormément d'argent au fil du temps. En juin de l'année dernière, 12 nouveaux refuges ont été annoncés, grâce à 85 millions de dollars et à 10,2 millions de dollars annuellement par la suite.

Mais, dans le budget de l'année dernière, il y avait 18 milliards de dollars pour combler l'écart entre les Autochtones et les non-Autochtones, et encore une fois, c'est quelque chose qui rejoint les conclusions de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, qui se trouvent dans un rapport exhaustif expliquant tous ces liens entre les causes et les effets. C'est un dossier qui soulève toutes sortes d'aspects différents, tout, depuis les données jusqu'à l'aide aux survivantes et survivants et aux familles des victimes, en passant par le logement, encore une fois, les refuges, la création d'un secrétariat, le tout de façon à nous assurer que nous ne perdons pas de vue tous ces enjeux et qu'ils ne resteront pas en plan.

Nous travaillons en très étroite collaboration avec les Métis, les Inuits et les Premières Nations, et ceux-ci ont fait partie intégrale des discussions sur les dépenses, et nous continuerons à veiller à ce que les fonds appropriés soient distribués à chacun de ces groupes. Évidemment, ce n'est pas un processus convenu. Ce n'est pas toujours facile. Les besoins sont différents, mais c'est pour cela que nous devons nous assurer de travailler ensemble.

**La sénatrice Pate :** Merci aux témoins. Ma question porte sur les liens entre le travail de votre ministère et celui des autres ministères, étant donné que la réconciliation et la mise en œuvre des appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation font partie des lettres de mandat de tous les ministres.

How are you interconnecting to ensure that the sorts of frameworks that you were just speaking about are in place and ensuring that you see the results down the line in things like addressing the over-incarceration and the mass incarceration of Indigenous women, in particular now that they are one in two in the federal prison system? How do you see your role in terms of making sure those departments are following through on their Calls for Justice?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question. I think it goes very much to the title of the department: Crown-Indigenous Relations. The department for which I am the deputy minister and Marc Miller is the minister is in large part responsible for organizing the Crown perspective on these relationships. We spend a lot of time doing that. The secretariat that is housed in the department is responsible for bringing together those federal departments and for making sure that the commitments of the federal pathway on this file are not only well thought out but well presented, well understood, well delivered and well reported on.

Obviously, as with any report that notes multiple causes related to the effects that are unfortunately present in too many of the lives of Indigenous women and girls, it is critical for us to make sure that we're coordinated in our efforts. So we do that. I won't suggest that we get it perfect, but it is the first time.

Again, I'll go back to my comment on the report itself. It is the first time in something like 30 years of my working in this field that I have ever seen all of the various causes from a broad spectrum of needs and realities tied together to these outcomes. Far too frequently in the past it was treated as though it was a single, linear set of causes and if you could only deal with that, everything would be fine. This report laid bare those arguments and demonstrates that you have to address all these things. We recognize we need to bring the fullness of the federal family together in responding along with provincial and territorial governments and Indigenous communities and governments as well.

**Senator Pate:** Will you be issuing reports in terms of progress on these initiatives?

**Mr. Quan-Watson:** Yes. There will be one on the national plan that we will be doing in June and another that we will be doing on the federal pathway. Too many people think of national as meaning federal. National, of course, involves all these other players, but there is a separate report, which is the federal pathways, and that is our responsibility as a federal government to undertake the parts of the 231 Calls for Justice that your

Que faites-vous pour établir des liens entre vous afin de veiller à ce que le genre de cadres dont vous venez juste de parler soit mis en place et de veiller à obtenir des résultats, au bout du compte, par exemple pour remédier à la surreprésentation des femmes autochtones dans le milieu carcéral ainsi qu'à leur incarcération de masse, surtout compte tenu du fait qu'elles représentent la moitié des femmes détenues sous responsabilité fédérale? Comment voyez-vous votre rôle, pour ce qui est de veiller à ce que les autres ministères donnent suite aux appels à la justice?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de la question. Je pense que notre rôle correspond tout à fait au nom du ministère : Relations Couronne-Autochtones. Le ministère dont je suis sous-ministre et pour lequel Marc Miller est le ministre est surtout responsable d'organiser la perspective de la Couronne sur ces relations. Nous y consacrons beaucoup de temps. Le secrétariat qui fait partie du ministère est responsable d'établir des liens entre les ministères fédéraux et de s'assurer que les engagements de la voie fédérale dans ce dossier non seulement sont bien réfléchis, mais sont aussi bien présentés, bien compris, bien exécutés et bien signalés.

Évidemment, comme ce serait le cas pour n'importe quel rapport qui soulève de multiples causes entraînant les conséquences qui sont malheureusement présentes dans la vie de trop de femmes et de filles autochtones, il est crucial pour nous que nous nous assurions de coordonner nos efforts, et c'est donc ce que nous faisons. Je ne veux pas prétendre que nous réussissons parfaitement, mais c'est la première fois.

Encore une fois, je vais revenir à mon commentaire sur le rapport lui-même. C'est la première fois, même si cela fait plus ou moins 30 ans que je travaille dans ce domaine, que je vois toutes ces diverses causes, d'un bout à l'autre d'un vaste continuum de besoins et de situations, être liées à ces conséquences. Dans le passé, on faisait beaucoup trop souvent comme s'il n'y avait qu'un seul ensemble linéaire de causes, et que si on pouvait y remédier, alors tout irait bien. Le rapport a exposé les faiblesses de ces arguments et a montré que c'est toutes ces choses auxquelles il faut remédier. Nous reconnaissons que nous devons mobiliser toute la famille fédérale au complet pour que nous puissions intervenir, au même titre que les gouvernements provinciaux et territoriaux et les collectivités et gouvernements autochtones aussi.

**La sénatrice Pate :** Allez-vous publier des rapports sur l'avancement de ces initiatives?

**M. Quan-Watson :** Oui. Il va y en avoir un sur le plan national que nous allons faire en juin, et un autre que nous allons faire sur la voie fédérale. Il y a trop de gens qui pensent que national veut dire fédéral. National, bien sûr, englobe tous les autres acteurs, mais ce sera un rapport séparé, la voie fédérale, et c'est notre responsabilité en tant que gouvernement fédéral de commencer à travailler sur certaines parties des 231 appels à la

colleague referred to earlier that belong properly to the federal government.

Of course, any given Call for Justice could involve multiple governments; maybe the federal government's entirely responsible for it, maybe we're responsible for a portion of it, but one way or the other, our job is to make sure that we capture all of that and that we respond appropriately.

**Senator Arnot:** My question is to Deputy Minister Quan-Watson. Thank you for coming today, sir.

A lot of the effectiveness of the response is going to be predicated on the collaboration and cooperation of the provinces and territories. Do you feel that you're getting the proper response from provinces and territories? If not, how do you want to work with those that may be reluctant to move forward in a robust manner to actually achieve the goals of the Calls for Justice?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question. First of all, it's important to note that when the National Action Plan came out in June of last year, every province and territory was involved, along with many Indigenous groups as well.

On a set of issues that are as challenging as these and on which there are as many different perspectives as there are, it is not often in the Canadian federation that you actually pull all of those governments together, and we managed to do that.

It is clear that the specific histories and the needs and the relationships will differ from province to province and territory to territory, and there'll be some significant differences in the way they engage, but they have all demonstrated a strong willingness to continue engaging. The fact that we will come up to the first anniversary and its report with, we believe, all the provinces and territories engaging is going to be important, but I think, too, that the reporting that I talked to earlier, and the ombudsperson that we are going to set up, will be important tools in laying bare, again, where there are gaps and where the accountability for those gaps lies.

Incarceration and imprisonment have been mentioned and obviously the provinces and the administration of justice have a significant role to play on that front. Many of the education and social services that have been brought into question are under provincial or territorial jurisdiction, and those needs will be highlighted as well.

We will certainly be there to press those conversations. We are not going to shy away from the evaluations that come forward, and we will certainly, in the process of responding, make sure

justice que votre collègue a mentionnés plus tôt, parce que cela incombe à juste titre au gouvernement fédéral.

Bien sûr, n'importe quel appel à la justice pourrait concerner plusieurs gouvernements; peut-être que la responsabilité incombe entièrement au gouvernement fédéral; peut-être qu'il est responsable d'une partie, mais d'une façon ou d'une autre, notre travail consiste à nous assurer que nous englobons tout cela et que nous réagissons adéquatement.

**Le sénateur Arnot :** Ma question s'adresse au sous-ministre Quan-Watson. Merci d'être avec nous aujourd'hui, monsieur.

L'efficacité de l'intervention tiendra en grande partie à la collaboration avec les provinces et les territoires et à leur coopération. Selon vous, la réponse des provinces et des territoires est-elle satisfaisante? Dans le cas contraire, comment envisagez-vous de travailler avec ceux qui sont peut-être réticents à l'idée de prendre des mesures robustes pour aller de l'avant et véritablement accomplir les objectifs des appels à la justice?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de poser la question. D'abord, il est important de souligner que lorsque le Plan d'action national a été publié en juin de l'année dernière, toutes les provinces et tous les territoires ainsi que de nombreux groupes d'Autochtones y ont participé.

Lorsqu'il s'agit d'un ensemble de problèmes qui sont aussi difficiles que ceux-ci, et pour lesquels il y a autant de points de vue différents, ce n'est pas commun de réunir tous les gouvernements de la fédération canadienne, mais nous y sommes arrivés.

Clairement, les antécédents historiques, les besoins et les relations spécifiques seront différents d'une province à l'autre et d'un territoire à l'autre, et il y aura donc de grandes différences entre nos interventions, mais tous ont montré une grande volonté à poursuivre les efforts. Nous approchons du premier anniversaire et de son rapport, et je crois qu'il sera donc important que les provinces et les territoires se mobilisent, mais aussi que la reddition de comptes dont j'ai parlé plus tôt, avec le poste d'ombudsman que nous allons créer, constitueront des outils importants pour, je le redis, révéler les lacunes et déterminer qui en est responsable.

Le problème de l'incarcération et de l'emprisonnement a déjà été mentionné, et évidemment, les provinces et l'administration de la justice doivent jouer un rôle important sur ce plan. Un grand nombre des services d'éducation et de services sociaux qui ont été mis en cause sont de la compétence provinciale ou territoriale, et il va falloir se pencher là-dessus également.

Nous allons certainement être là pour insister sur ces discussions. Nous ne reculerons pas devant les évaluations qui vont survenir, et nous allons certainement, dans nos interventions



that the problems and challenges are identified so they can be resolved no matter where the responsibility lies.

**Senator Arnot:** I'd like to hear more from the deputy minister with respect to education and those elements in the Calls for Justice. He's mentioned the police forces, medical personnel and others which have provincial authority. What about the broad education of the larger public about these issues and their importance to be resolved?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you for that question and the line of thinking. Obviously, senator, with your history as Treaty Commissioner, you will well know what it means when people do not understand their own history. I'm thinking particularly of non-Indigenous people who have no understanding of the significance and meaning of treaties.

One of the things that the report and many others have pointed out is that we all end up suffering, but Indigenous people in particular, when the rest of the population hasn't learned the histories fully or accurately.

I know my colleagues from ISC, in their work on education, are working to address these issues not only in the programming for which they are directly responsible but in their engagement with provinces and territories.

One of the elements that is maybe a little bit beside the question that you have, but that I think is very important, is that the income issues that so often led to insecurity for so many of these victims have, as part of the response, education — the type of education that lets you earn a stable income, lets you participate fully and makes you more aware of the avenues of redress that are available to you if systems fail to provide you what you need, and that is generally correlated to much more positive life outcomes over time. That's another angle of education that is going to be critically important here.

I do underline the aspect I think you were getting to principally, which is that if other non-Indigenous people do not understand the history, the circumstances, the aspirations and the capacities of Indigenous communities, we will continue to face many of the underlying challenges that were so well outlined in the report and that often have far too big an impact on the outcomes we are desperately trying to avoid here.

**Senator Arnot:** Thank you.

**The Chair:** The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls explains that the implementation of the Calls for Justice must include the

en réaction, nous assurer que les problèmes et les difficultés sont clairement cernés, afin qu'ils puissent être réglés, peu importe de qui cela relève.

**Le sénateur Arnot :** J'aimerais que le sous-ministre parle un peu plus d'éducation et de ces éléments dans les appels à la justice. Il a parlé des forces policières, du personnel médical et d'autres choses qui relèvent de la compétence provinciale. Qu'en est-il de l'éducation du public en général au sujet de ces questions et de l'importance de les régler?

**M. Quan-Watson :** Merci de poser la question et d'aborder ce sujet. Bien sûr, monsieur le sénateur, puisque vous avez été Commissaire aux traités, vous savez très bien ce qui arrive quand les gens ne comprennent pas leur propre histoire. Je pense en particulier aux non-Autochtones qui n'ont aucune idée de l'importance et du sens des traités.

Une des choses qui ont été soulignées dans le rapport et par beaucoup d'autres est que nous souffrons tous, au bout du compte — les Autochtones en particulier —, quand le reste de la population n'a pas appris complètement ou exactement son histoire.

Je sais que mes collègues de SAC, dans leurs efforts d'éducation, travaillent pour régler ces lacunes non seulement dans les programmes dont ils sont directement responsables, mais aussi dans leurs interactions avec les provinces et les territoires.

Un élément qui dépasse peut-être un peu la question que vous avez posée, mais qui est très important, est le fait que les problèmes de revenu mènent très souvent à l'insécurité dont souffrent un si grand nombre de victimes. Dans le cadre des interventions, c'est l'éducation — le genre d'éducation qui vous permet de gagner un revenu stable —, qui vous permet de participer entièrement et d'être au courant des recours qui vous sont offerts, si le système ne vous donne pas ce dont vous avez besoin. De façon générale, il y a une corrélation entre l'éducation et des résultats de vie plus favorables au fil du temps. C'est une autre approche en matière d'éducation qui sera extrêmement importante, dans ce dossier.

J'insiste sur l'aspect auquel, je pense, vous vouliez principalement en venir, à savoir que si d'autres personnes non autochtones ne comprennent pas l'histoire, les circonstances, les aspirations et les capacités des collectivités autochtones, nous continuerons d'être confrontés à bon nombre des défis sous-jacents qui ont été si bien décrits dans le rapport et qui ont souvent une incidence disproportionnée sur les résultats que nous essayons désespérément d'éviter ici.

**Le sénateur Arnot :** Merci.

**Le président :** Le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées explique que la mise en œuvre des appels à la justice doit inclure

participation and perspectives of Indigenous women, girls and 2SLGBTQIA+ people with lived experience, including the families of survivors of violence and the missing and murdered.

What approach should be taken to ensure the inclusion and perspective of diverse groups of Indigenous, women, girls and 2SLGBTQIA+ people in the implementation of the Calls for Justice, and to what extent might the support differ by region or Indigenous group? In your view, has this approach been taken in the National Action Plan?

**Mr. Quan-Watson:** I am happy to answer to that question. I'll turn to my colleague Ms. Marin-Comeau for the specific work that's been going on.

All those things are at the very core. For example, there is the National Action Plan, where we worked closely with survivors' groups, with community groups, with Indigenous governments and with Indigenous representative organizations. At the end of the day, they are the people who pushed the hardest for the inquiry in the first place and who insisted that Canadians stop ignoring this set of issues. In the end, if they are not convinced we are making progress, I think by definition it's difficult for governments to disagree and say we are if they are not of that same view.

We have undertaken many approaches to make sure they are not only involved but are also at the centre of that. Perhaps I could turn quickly to my colleague to explain some of the work going on to keep them at the centre.

**Ms. Marin-Comeau:** Thank you very much for the question. The National Action Plan, launched on June 3, 2021, was Indigenous led. From coast to coast to coast, Indigenous women and 2SLGBTQIA+ organizations and people were heavily involved, broadly engaged and dedicated to this work.

Back then, the National Action Plan was launched alongside Indigenous partners, including committees and advocacy groups such as the National Family and Survivors Circle. There was an urban committee as well representing urban Indigenous, and there is still a national committee on 2SLGBTQIA+ working hard on the implementation for their peoples. First Nations, Inuit and Métis from across the country were heavily involved and were leading this national action plan.

In addition, national Indigenous organizations, such as the Congress of Aboriginal Peoples, were also part of this development as well as some regional organizations. Many of those have continued with the implementation aspects, particularly with more focus on the National Family and Survivors Circle. Families and survivors are also engaged

la participation et les perspectives des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones ayant une expérience vécue, y compris la famille des survivants de la violence et des personnes disparues et assassinées.

Quelle approche devrait être adoptée pour garantir l'inclusion et le point de vue des divers groupes de femmes, de filles et de personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones dans la mise en œuvre des appels à la justice, et dans quelle mesure le soutien pourrait-il différer selon la région ou le groupe autochtone? À votre avis, cette approche a-t-elle été adoptée dans le plan d'action national?

**M. Quan-Watson :** Je suis heureux de répondre à cette question. Je vais me tourner vers ma collègue, Mme Marin-Comeau, pour ce qui est du travail particulier qui a été réalisé.

Tous ces éléments sont au cœur du projet. Par exemple, il y a le plan d'action national, dans le cadre duquel nous avons travaillé en étroite collaboration avec des groupes de survivants, des groupes communautaires, des administrations autochtones et des organisations autochtones représentatives. Au final, ce sont les personnes qui ont le plus insisté pour que l'enquête ait lieu et pour que les Canadiens cessent de faire fi de ces questions. En fin de compte, si elles ne sont pas convaincues que nous faisons des progrès, je pense que, par définition, il est difficile pour les gouvernements d'être en désaccord et de dire que nous en faisons, même s'ils ne sont pas du même avis.

Nous avons adopté de nombreuses approches pour nous assurer que, non seulement elles jouent un rôle, mais qu'elles sont aussi au centre de tout cela. Je pourrais peut-être me tourner rapidement vers ma collègue, qui pourra expliquer une partie du travail en cours pour les garder au centre.

**Mme Marin-Comeau :** Merci beaucoup pour la question. Le plan d'action national, lancé le 3 juin 2021, a été mené par des Autochtones. D'un océan à l'autre, du nord au sud, les femmes autochtones, les organisations et personnes 2SLGBTQQIA+ ont joué un rôle très important, en plus d'être fortement mobilisées et dévouées envers ce travail.

À l'époque, le plan d'action national a été lancé avec des partenaires autochtones, y compris des comités et des groupes de défense des droits tels que le Cercle national des familles et des survivants. Il y avait un comité urbain qui représentait des Autochtones vivant en milieu urbain, et il y a toujours un comité national sur les 2SLGBTQQIA+ qui travaille dur sur la mise en œuvre pour sa population. Les Premières Nations, les Inuits et les Métis de tout le pays ont joué un rôle important et ont dirigé ce plan d'action national.

En outre, des organisations autochtones nationales, comme le Congrès des peuples autochtones, ont également participé à cette élaboration, de même que certaines organisations régionales. Nombre d'entre elles ont poursuivi les aspects de la mise en œuvre, notamment en mettant davantage l'accent sur le Cercle national des familles et des survivants. Les familles et les

through various provinces and territories, as well as through organizations, federal departments and agencies.

To name a few, Indigenous women and 2SLGBTQ2IA+ organizations have and will remain at the centre of this effort at the federal, provincial and territorial levels and, obviously, through close collaboration with provinces and territories that have their own networks as well of Indigenous organizations that they work with.

In addition, various government organizations, departments and agencies have fully engaged with Indigenous partners on their initiatives. That will also be included in the report on June 3 for the federal plan. Thank you very much.

**The Chair:** Thank you both for your answers.

[Translation]

**Senator Audette:** Thank you to my colleague for that question. I would like to go into more detail, because it is important to separate, for example, the Inuit and the Innu — they are two worlds and two cultures. Several nations in Quebec do not speak English as a second language. Canada tends to create organizations that use English as a language of exchange and a common language.

What are your strategies for communities like Schefferville, Pakuashipi, Obedjiwan, communities that may not even be aware of all the issues related to the IMMIWG and funding opportunities? What is being done for all our sisters in the Maritimes who are so far from Ottawa? The further away you are from Ottawa, the less access you have to funding. There are also those who save lives in the Downtown Eastside of Vancouver. I don't know how we're going to deal with them. We tend to fund organizations that are already established, whereas grassroots organizations may not have the capacity to get that funding. How can we support them so that they benefit from the \$2.2 billion budget, because they save and support lives? Do you have any solutions for them?

**Mr. Quan-Watson:** I will begin, if I may, Mr. Chair, and then turn the floor over to Ms. Marin-Comeau.

I think at the end of the day, we are doing things for the first time, in several cases, for example, cultural spaces. In the past, many people had told us that it was necessary and even essential; moreover, we wondered what it had to do with security issues. We got into this, into mental health issues, which we had never done in the past. What is most fascinating is that the people and organizations in the communities involved are often very different from the people we usually work with. This is a very important aspect of the future and sustainable success of this

survivants sont également mobilisés dans diverses provinces et divers territoires, ainsi que dans des organisations, des ministères et des organismes fédéraux.

À titre d'exemple, les femmes autochtones et les organisations 2SLGBTQ2IA+ ont été et resteront au centre de cet effort aux échelons fédéral, provincial et territorial et, évidemment, grâce à une étroite collaboration avec les provinces et les territoires qui possèdent leurs propres réseaux ainsi que les organisations autochtones avec lesquelles elles travaillent.

En plus, un éventail d'organisations, de ministères et d'organismes gouvernementaux ont pleinement collaboré avec des partenaires autochtones dans le cadre de leurs initiatives. Cela sera également inclus dans le rapport du 3 juin concernant le plan fédéral. Merci beaucoup.

**Le président :** Merci à vous deux de vos réponses.

[Français]

**La sénatrice Audette :** Merci à mon collègue pour cette question. J'aimerais y aller plus en détail, car il est important de bien séparer, par exemple les Inuits et les Innus — ce sont deux mondes et deux cultures. Plusieurs nations, au Québec, ne parlent pas l'anglais comme langue seconde. Le Canada a tendance à créer des organisations qui utilisent l'anglais comme langue d'échange et langue commune.

Quelles sont vos stratégies pour les communautés comme Schefferville, Pakuashipi, Obedjiwan, des communautés qui ne sont peut-être même pas au courant de toutes les questions liées à l'ENFFADA et des possibilités de financements? Que fait-on pour toutes nos sœurs des Maritimes qui sont si loin d'Ottawa? Plus vous êtes loin d'Ottawa, moins vous avez accès au financement. Il y a aussi celles qui sauvent des vies dans le Downtown Eastside de Vancouver. Je ne sais pas comment on va faire pour elles. On a tendance à financer des organisations qui sont déjà établies, alors que les organisations de la base n'ont peut-être pas la capacité d'obtenir ce financement. Comment peut-on les appuyer pour qu'elles bénéficient du budget de 2,2 milliards de dollars, parce qu'elles sauvent et accompagnent des vies? Avez-vous des solutions pour elles?

**M. Quan-Watson :** Je vais commencer, si vous me le permettez, monsieur le président, et je céderai ensuite la parole à Mme Marin-Comeau.

Je pense qu'en fin de compte, nous faisons des choses pour la première fois, dans plusieurs cas, par exemple, les espaces culturels. Par le passé, bien des gens nous avaient dit que c'était nécessaire et même essentiel; d'ailleurs, on se demandait ce que cela avait à voir avec les questions de sécurité. On s'est lancé là-dedans, dans des questions de santé mentale, ce qu'on n'avait jamais fait par le passé. Ce qui est le plus fascinant, c'est que les personnes et les organismes des communautés engagées sont souvent très différents des intervenants avec qui nous travaillons

venture. Many more people will be engaged, not just the same institutions as in the past. My colleague can talk about particular examples, for example, in the field of the development of cultural spaces. These are often not the same people as those we usually work with. There are obviously others as well, so I'll hand over to my colleague.

**Ms. Marin-Comeau:** Thank you very much, Senator, for this very important question. Thank you to the deputy minister. First of all, the government is aware that the grassroots organizations, which you are talking about, are the ones that have the most impact in dealing with this national tragedy. Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada developed and launched a program for the well-being of survivors' families last year. This program is in its second year. It was created and developed with the assistance of Indigenous Services Canada. There is obviously more to be done to improve the process. We heard that it was difficult for organizations, for individuals, to access this funding. We're working to put solutions in place for programs that fall under Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada, to help these people and organizations manoeuvre and access this funding.

It's a lot of work, because there are over 25 departments and agencies that are involved in the issue of missing and murdered Indigenous women and girls and 2ELGBTQQIA+ people. There is a lot of work to be done with these departments to improve the funding process. We really need to focus on where the impact will be greatest. We are aware of this and it is part of our concerns and commitments.

**Senator Audette:** Thank you.

[English]

Thank you for your presentation and thank you for your response.

**Senator Christmas:** A few weeks ago, my 32-year-old daughter was declared missing by New Brunswick police. She wasn't missing. I knew where she was. We have a family camp up in the Cape Breton Highlands. On the spur of the moment, she and another family decided to go there and, of course, for a week nobody could reach them, so they were declared missing.

What really impressed me was the response of the police, at least one particular police officer. He did an outstanding job throughout this false emergency. I had to contact him to thank him and tell him I was impressed by how well he responded.

généralement. C'est un aspect très important du succès futur et durable de cette entreprise. Beaucoup plus de gens seront engagés, et pas seulement les mêmes institutions que par le passé. Ma collègue pourra parler d'exemples particuliers, par exemple, dans le domaine du développement des espaces culturels. Ce ne sont souvent pas les mêmes gens que ceux avec qui on travaille habituellement. Il y en a évidemment d'autres aussi, donc je passe la parole à ma collègue.

**Mme Marin-Comeau :** Merci beaucoup, sénatrice, pour cette question très importante. Merci au sous-ministre. Dans un premier temps, le gouvernement est conscient que les organisations de la base, dont vous parlez, sont celles qui ont le plus d'impact pour traiter cette tragédie nationale. Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a élaboré et lancé un programme pour le bien-être des familles des survivantes, l'année dernière. Ce programme est dans sa deuxième année. Il a été créé et élaboré avec l'aide de Services aux Autochtones Canada. Il y a évidemment plus à faire pour améliorer le processus. On a entendu que c'était difficile pour les organisations, pour les individus, d'accéder à ce financement. On travaille à mettre des solutions en place pour les programmes qui relèvent de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, pour aider ces gens et ces organisations à manœuvrer et à accéder à ce financement.

C'est un travail de longue haleine, parce qu'il y a plus de 25 ministères et organismes qui sont engagés dans le dossier des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées et des personnes 2ELGBTQQIA+. Il y a beaucoup de travail à faire avec ces ministères pour améliorer le processus de financement. Il faut vraiment cibler l'endroit où l'impact se fera le plus sentir. Nous sommes au courant et cela fait partie de nos préoccupations et de nos engagements.

**La sénatrice Audette :** Merci.

[Traduction]

Merci de votre exposé et de votre réponse.

**Le sénateur Christmas :** Il y a quelques semaines, ma fille de 32 ans a été déclarée disparue par la police du Nouveau-Brunswick. Elle n'avait pas disparu. Je savais où elle était. Nous avons un camp familial dans les Hautes-Terres-du-Cap-Breton. Sur un coup de tête, elle et une autre famille ont décidé de s'y rendre et, bien sûr, pendant une semaine, personne n'a pu les joindre et ils ont été déclarés disparus.

Ce qui m'a vraiment impressionné, c'est la réaction de la police, du moins d'un policier en particulier. Il a fait un travail remarquable tout au long de cette fausse urgence. J'ai dû communiquer avec lui pour le remercier et lui dire que j'étais impressionné par sa réaction.

That raised in my mind the bigger question. It's now three years since the commission filed a report. It seemed to me that the centre of this was the previous response of various police forces across Canada, be it the RCMP, be it the provincial police forces or be it municipal. You can't help but think that if the police response was anywhere near what this young constable did in New Brunswick, we wouldn't have had the situation that we have today.

I'm sometimes a little overwhelmed by the complexity and the breadth and the depth of this issue. You mentioned multiple government departments. You mentioned the provinces. You mentioned the territories. Over the past three years, deputy, have you begun to see transformation and changes within our police forces when they deal with missing Indigenous women? If so, can you also relate some examples of how police cultures are beginning to change and become more responsive to the situation?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question and for that very poignant example. I agree with you that had police services across the country over the decades responded in similar ways, the likelihood that we would have had the outcomes that were at the focus of this inquiry would not have been there.

Having said that, you referred to the complexity, and the underlying issues — what it means when you don't have stable housing, when your education can't get you the job that you need, when you have to leave a marriage or a relationship but don't have anywhere to go — are also always present, and often, of course, policing is the last available response to a series of things that have gone horribly wrong beforehand.

Now, I can't speak on behalf of police forces, but I can say that in my interactions with the RCMP, which is the police force that I work with, they have taken very seriously all of the conversations that we have had. I know that monies have been invested with the RCMP on a couple of matters that I referred to earlier about the standards unit, for example. I know the commissioner has taken that very seriously. No doubt the police can come and give you a fuller report on it.

I referred in part of my earlier answers to the importance that this can never be pushed out of the way again. This can simply never be pushed into the shadows or explained away like it was for so many decades. I do not say that that problem is completely solved, but I do think the last three years, and not only the time of the report — the heart-wrenching stories that were told time and time again, and your colleague Senator Audette was there

Cela a soulevé dans mon esprit la question la plus importante. Cela fait maintenant trois ans que la commission a déposé un rapport. Il m'a semblé que la réponse antérieure des diverses forces de police du Canada, que ce soit la GRC, les services de police provinciaux ou municipaux, était au cœur du problème. Vous ne pouvez vous empêcher de penser que, si la réaction de la police était proche de ce que ce jeune agent a fait au Nouveau-Brunswick, nous n'aurions pas eu la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Je suis parfois un peu dépassé par la complexité, l'ampleur et la profondeur de cette question. Vous avez parlé de multiples ministères. Vous avez parlé des provinces. Vous avez parlé des territoires. Au cours des trois dernières années, monsieur le sous-ministre, avez-vous commencé à voir une transformation et des changements au sein de nos forces de police lorsqu'elles s'occupent des femmes autochtones disparues? Si tel est le cas, pouvez-vous nous donner quelques exemples de la façon dont la culture policière commence à changer et à réagir davantage à la situation?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de poser la question et de nous fournir cet exemple très poignant. Je suis d'accord avec vous pour dire que si les services de police de tout le pays, au fil des décennies, avaient réagi de la même manière, la probabilité que nous ayons eu les résultats qui sont au cœur de cette enquête n'aurait pas existé.

Cela dit, vous avez fait allusion à la complexité, et les questions sous-jacentes — ce que cela signifie quand vous n'avez pas de logement stable, lorsque votre éducation ne vous permet pas d'obtenir l'emploi dont vous avez besoin, que vous devez quitter un mariage ou une relation, mais n'avez nulle part où aller — sont toujours aussi présentes, et souvent, bien sûr, la police est la dernière réponse disponible à une série de choses qui ont terriblement mal tourné auparavant.

Maintenant, je ne peux pas parler au nom des forces de police, mais je peux dire que, dans le cadre de mes interactions avec la GRC, la force policière avec laquelle je travaille, elle a pris très au sérieux l'ensemble des conversations que nous avons eues. Je sais que des sommes ont été investies avec la GRC sur quelques questions que j'ai mentionnées plus tôt au sujet de l'unité des normes, par exemple. Je sais que la commissaire a pris cela très au sérieux. Il ne fait aucun doute que la police pourra venir vous présenter un rapport plus complet à ce sujet.

Dans une partie de mes réponses précédentes, j'ai fait référence à l'importance de ne plus jamais repousser ce problème. On ne peut tout simplement pas reléguer ce problème dans l'ombre ou l'expliquer comme on l'a fait pendant tant de décennies. Je ne dis pas que ce problème est entièrement résolu, mais je pense que les trois dernières années, et pas seulement au moment du rapport, les histoires déchirantes qui ont été

and heard some of these stories — woke many Canadians up to a reality.

You refer to what happened when you phoned this officer. Almost every other Canadian citizen expects that as simply the baseline for the beginning of a conversation with any public institution. Unfortunately, it is the exception and has been the exception for too many people.

The fact that we have had these conversations, this report, this testimony, makes it ever more difficult for any institution to go back to where we were, and certainly I have seen the RCMP taking it very seriously in any conversations that I have been involved in with them.

**Senator Christmas:** Along those lines, deputy, can you describe for us some of the changes that you have seen within the RCMP?

**Mr. Quan-Watson:** It's very difficult for me to do that in detail in that I have my exchanges with the commissioner and with some of their bodies, but they show up and they show up willingly. We have detailed conversations about the importance of these matters. They are the ones often raising what they hope to do and what they need to do.

Again, I've been in some form of this business for almost 30 years, and I would say that what I'm seeing today is different than most of the 30 years that I've been in this business, and I attribute that to people taking it seriously. They go away and they do the things that they have said they would do, and it's clear in the conversations that they are taking it seriously.

Again, I can't speak beyond that to what happens operationally or the rest. I'm not in the RCMP and can't speak for them, but certainly, if I'm to reference the conversations I have been having, that's the nature of them.

**Senator Christmas:** Thank you, deputy.

**Senator Coyle:** Thank you very much to our two witnesses this afternoon. There has been so much important food for thought and for action.

I have two questions, if I may ask them both at the same time. We have been fortunate on this committee to have heard from the commissioners themselves, and we have one former commissioner sitting with us here at the table. Something came up in our conversation at committee about the potential role on an ongoing basis for those commissioners in interacting with the ongoing process as their recommendations are implemented. So my first question is about any possible roles that you see or are in conversation with the former commissioners about their

racontées à maintes reprises — et, votre collègue, la sénatrice Audette, était là et a entendu certaines de ces histoires — ont éveillé de nombreux Canadiens à une réalité.

Vous parlez de ce qui s'est passé lorsque vous avez téléphoné à cet agent. Presque tous les autres citoyens canadiens s'attendent à ce que cela soit simplement le point de départ d'une conversation avec toute institution publique. Malheureusement, c'est l'exception, et cela a été l'exception pour trop de gens.

Le fait que nous avons eu ces conversations, ce rapport, ce témoignage, rend encore plus difficile pour toute institution de revenir en arrière, et j'ai certainement vu la GRC prendre cela très au sérieux dans toutes les conversations que j'ai eues avec ses représentants.

**Le sénateur Christmas :** Dans le même ordre d'idées, monsieur le sous-ministre, pouvez-vous décrire pour nous certains des changements que vous avez observés au sein de la GRC?

**M. Quan-Watson :** Il est très difficile pour moi de le faire en détail, car j'ai mes échanges avec la commissaire et avec certains de leurs organes, mais ils se présentent et ils le font volontiers. Nous avons des conversations détaillées sur l'importance de ces questions. Ce sont eux qui soulèvent souvent ce qu'ils espèrent faire et ce qu'ils doivent faire.

Encore une fois, j'exerce cette activité sous une forme ou une autre depuis près de 30 ans, et je dirais que ce que je vois aujourd'hui est différent de ce que j'ai vu dans ce secteur au cours de l'essentiel de ces 30 années, et j'attribue cela au fait que les gens prennent la question au sérieux. Ils partent et vont faire ce qu'ils ont dit qu'ils feraient, et il est clair dans les conversations qu'ils prennent cela au sérieux.

Je le répète, je ne peux pas parler au-delà de ce qui se passe sur le plan opérationnel. Je ne fais pas partie de la GRC et je ne peux pas parler en son nom, mais certainement, si je dois faire référence aux conversations que j'ai eues, c'est ce qui s'en dégage.

**Le sénateur Christmas :** Merci, monsieur le sous-ministre.

**La sénatrice Coyle :** Merci beaucoup à nos deux témoins cet après-midi. Il y a eu tellement d'éléments importants propres à susciter la réflexion et l'action.

J'ai deux questions, et si vous le permettez, je vais poser les deux en même temps. Nous avons eu la chance, au sein du comité, d'entendre les commissaires eux-mêmes, et nous avons reçu un ancien commissaire à la table. Au cours de notre conversation au comité, il a été question du rôle potentiel et continu de ces commissaires dans le processus en cours, au fur et à mesure de la mise en œuvre de leurs recommandations. Ma première question porte donc sur les rôles possibles que vous envisagez ou dont vous discutez avec les anciens commissaires

ongoing involvement with implementation of the Calls for Justice and the overall plan.

My second question flows somewhat from Senator Christmas's point and other points that people have been making about urgency — putting the money and resources into those things that are going to have the biggest and most significant impacts to stop this so that we're not having more missing and murdered Indigenous women and girls and others.

As we go along as a country, and as you go along with the various partners in implementing both the federal and the national strategy and we're monitoring and, I would hope, evaluating very carefully what differences are being made, how will decisions be made around watering what I call the flowers instead of putting the water on the weeds? How do we ensure that the resources will be well spent based on changes that we're seeing happen? Because we want changes to happen, so I'm just curious about that. I know some change will take time, so it will be hard to measure, but what are the processes in place to really evaluate and then shift as required to make sure that we're doing the right things?

**Mr. Quan-Watson:** Thank you very much for the question. On the first one about the future involvement of the commissioners, it's regular practice for many different commissioners that there is ongoing contact and questioning. Sometimes it's more of a formal nature; sometimes it's less of a formal nature. It would be up to the minister to arrive at the conclusions on the basis for that. But to be very clear, we had commissioners who were extraordinarily dedicated, who heard from thousands of people and who provided a report. Again, I continue to underline it because I haven't seen anything like it in my 30 years in this business that tied together for the first time ever, as far as I can tell, the breadth of underlying causes.

It goes a little bit to your second question on the prioritization. In Maslow's hierarchy of needs, at some point or another, all of them are hit in the needs that are identified in this report. There are very few other segments of the Canadian population where we might do that type of study and find that many of the most fundamental needs are not being met and therefore creating those types of results that the commission and its report detailed and that we need to address.

When it comes to the question of knowing whether you're doing the right things, that is where it is absolutely critical that the survivors, communities and those who work with those most at risk not only be involved but be at the centre of what we're

concernant leur participation continue à la mise en œuvre des appels à la justice et du plan global.

Ma deuxième question découle quelque peu du point soulevé par le sénateur Christmas et d'autres points que les gens ont soulevés au sujet de l'urgence, du fait de consacrer l'argent et les ressources aux choses qui auront les répercussions les plus importantes et les plus concrètes afin de mettre fin à cette situation, pour que nous n'ayons plus de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées, entre autres.

Au fur et à mesure que nous progressons en tant que pays, et que vous progressez avec les différents partenaires dans la mise en œuvre de la stratégie fédérale et nationale, et que nous surveillons et, je l'espère, évaluons très attentivement les modifications qui sont apportées, comment les décisions seront-elles prises pour que l'on puisse, pour ainsi dire, arroser les fleurs au lieu de mettre l'eau sur les mauvaises herbes? Comment nous assurons-nous que les ressources sont bien utilisées en fonction des changements que nous observons? Parce que nous voulons que des changements se produisent, alors je suis juste curieuse à ce sujet. Je sais que certains changements prendront du temps, et qu'il sera donc difficile de les mesurer, mais quels sont les processus en place pour vraiment évaluer les choses et ensuite les changer, au besoin, afin de nous assurer de faire les bonnes choses?

**M. Quan-Watson :** Merci beaucoup de poser la question. Pour ce qui est de la première question sur la participation future des commissaires, il est d'usage pour de nombreux commissaires différents d'avoir des communications et des questions en permanence. Parfois, c'est de nature plus formelle; parfois, ce l'est moins. Il reviendrait au ministre de tirer des conclusions en fonction de cela, mais pour être très clair, nous avons des commissaires extraordinairement dévoués, qui ont entendu des milliers de personnes et ont fourni un rapport. Encore une fois, je continue de le souligner, parce que je n'ai jamais rien vu de tel, au cours de mes 30 ans de carrière dans ce domaine, qui a permis de relier pour la toute première fois, pour autant que je sache, l'ampleur des causes sous-jacentes.

Cela rejoint un peu votre deuxième question sur la hiérarchisation des priorités. Selon la hiérarchie des besoins de Maslow, à un moment ou à un autre, ils sont tous touchés par les besoins qui sont cernés dans ce rapport. Il y a très peu d'autres segments de la population canadienne pour lesquels nous pourrions faire ce type d'étude et constater qu'un grand nombre des besoins les plus fondamentaux ne sont pas comblés, ce qui crée le type de résultats que la commission et son rapport ont détaillés et auxquels nous devons répondre.

Pour ce qui est de savoir si l'on fait les bonnes choses, il est absolument essentiel que les survivants, les collectivités et ceux qui travaillent auprès des personnes les plus à risque non seulement participent, mais soient aussi au centre de ce que nous

doing. The relationship we need to develop between the federal government, provincial and territorial governments —

**The Chair:** Mr. Quan-Watson, I'm sorry to interrupt. The minister is here, so we will pause briefly and shift over. Thank you.

**Mr. Quan-Watson:** Absolutely.

**The Chair:** Minister, *wela'lin*, thank you for joining us to discuss the federal implementation of the national inquiry, which is of urgent importance to the well-being and safety of Indigenous women and girls, and 2SLGBTQIA+ people.

Since we already had an opportunity to hear directly from officials, I now invite senators to direct questions on this topic directly to the minister.

[Translation]

**Senator Audette:** Good afternoon, and thank you for attending the committee. I hope you voted for a good cause, but let's get back to the major societal project; I hope your energy and leadership will resonate across Canada.

As I was saying to your colleagues, I remind you of the importance — for the 251 appeals to justice, plus those specific to the Government of Quebec — of accountability, of mechanisms and ways for families and others to be able to be accountable or to ask questions individually, and, of course, of the ombudsperson and the tribunal. This is from *Calls for Justice*, in government obligation 1.10. The families I know or work with are pushing to make sure everything is important, but if there is no accountability, we risk using that to fund things that have no real impact for Indigenous women and girls. What do you have to say about this?

I'll move on to my second question. How do we make sure that this is felt all the way to Pakuashipi, Schefferville, Obedjiwan and Manawan, instead of centralizing everything in what we traditionally know — the organizations? They do good work, but what are the strategies to save lives in Vancouver's Downtown Eastside or in remote communities?

**Hon. Marc Miller, P.C., M.P., Minister of Crown-Indigenous Relations:** Thank you, senator, for that very pertinent question. First, I would like to say to the committee that I am sorry for my tardiness.

First and foremost, if there is anything that the IMMIWG final report has taught us, it is that the government's approach must be systemic, not piecemeal.

faisons. La relation que nous devons établir entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les gouvernements territoriaux...

**Le président :** Monsieur Quan-Watson, je suis désolé de vous interrompre. Le ministre est ici, alors nous allons faire une brève pause et passer à lui. Merci.

**M. Quan-Watson :** Absolument.

**Le président :** Monsieur le ministre, *wela'lin*, merci de vous joindre à nous pour discuter de la mise en œuvre fédérale de l'enquête nationale, qui revêt une importance urgente pour le bien-être et la sécurité des femmes et des filles ainsi que des personnes 2ELGBTQIA+ autochtones.

Étant donné que nous avons déjà eu l'occasion d'entendre directement les fonctionnaires, j'invite maintenant les sénateurs à poser leurs questions sur ce sujet directement au ministre.

[Français]

**La sénatrice Audette :** Bonjour et merci de votre présence au comité. J'espère que vous avez voté pour une bonne cause, mais revenons maintenant au projet de société qui est majeur; j'espère que votre énergie et votre leadership vont résonner à travers le Canada.

Comme je le disais à vos collègues, je rappelle l'importance — pour les 251 appels à la justice, plus ceux qui sont particuliers au gouvernement du Québec — de la reddition de compte, des mécanismes et des façons de faire pour que les familles et d'autres gens puissent rendre des comptes ou poser des questions individuellement, et bien sûr de l'ombudsman et du tribunal. C'est tiré du document *Appels à la justice*, à l'obligation gouvernementale n° 1.10. Les familles que je connais ou avec lesquelles je travaille font des pressions pour faire en sorte que tout soit important, mais s'il n'y a pas de reddition de compte, nous risquons d'utiliser cela pour financer des choses qui n'ont pas d'impact réel pour les femmes et les filles autochtones. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

J'enchaîne avec ma deuxième question. Comment fait-on pour que cela se ressente jusqu'à Pakuashipi, Schefferville, Obedjiwan et Manawan, au lieu de tout centraliser dans ce que l'on connaît traditionnellement — les organisations? Elles font du bon travail, mais quelles sont les stratégies pour sauver des vies dans le Downtown Eastside de Vancouver ou dans les communautés éloignées?

**L'honorable Marc Miller, c.p., député, ministre des Relations Couronne-Autochtones :** Merci, madame la sénatrice, de cette question fort pertinente. Premièrement, j'aimerais dire au comité que je suis désolé pour mon retard.

D'abord et avant tout, s'il y a quoi que ce soit que le rapport final de l'ENFFADA nous a appris, c'est que l'approche du gouvernement doit être systémique, et non à l'emporte-pièce.



The reality in all of this — and this is a bit of a start to answering your second question — is that we should not be satisfied as long as women, children and LGBTQ2+ people are still living in insecurity in this country. This is a very high standard and a great burden on the shoulders of the federal government. We're not alone, but we're responsible, and we have to admit it.

From the perspective of a pandemic that has made women and children more vulnerable and more prone to violence — that's tangible and measured — there's bound to be a failure to be seen, and there will be a failure as long as people don't feel safe in the communities you've named.

Accountability is essential — the deputy minister talked about it — whether it's through the establishment of an ombudsperson who can add teeth to accountability or something else, it's a key principle and I support the approach. We're not there yet, but we'll be there and we have to do it in the right way. It's very important to show society that the multi-billion-dollar investments, whether it's the 2021 budget or the investments in the 2022 budget, are for grassroots organizations. I think the deputy minister has named or could have named over 40 organizations or programs that have been funded.

When it comes to standards, outcomes and levels to be achieved, what is really important is the safety of people who are not safe today, as well as taking a systemic approach and not a piecemeal or haphazard approach. We need to talk about reforming the health care system in this country and the justice system, especially for people who are very vulnerable in the custody and prison system in this country. This is not something that is going to happen overnight. We have no apologies to make, but we have to get on with the job and that's what we're trying to do across government. We'll be at the end of the first year on June 3 or 4; we'll have to start being accountable, but it's not the role of the federal government to evaluate itself; that's for independent third parties to do.

**Senator Audette:** Thank you.

[English]

**Senator Patterson:** I would like to thank the minister for appearing. It's unfortunate — and we understand the circumstances — that we don't have much time today, and we're not getting the eagerly awaited report on progress until after this meeting, on June 3.

La réalité dans tout cela — et c'est un peu un début de réponse à votre deuxième question —, c'est qu'on ne devrait pas être satisfait tant et aussi longtemps que les femmes, les enfants et les personnes LGBTQ2+ vivent toujours dans l'insécurité dans ce pays. C'est un standard très élevé et un grand fardeau qui repose sur les épaules du gouvernement fédéral. On n'est pas le seul, mais on est responsable, et puis il faut l'avouer.

Dans l'optique d'une pandémie qui a rendu les femmes et les enfants plus vulnérables et plus sujets à violence — c'est tangible et mesuré —, il y a forcément un échec à constater, et il y aura un échec tant et aussi longtemps que les personnes ne se sentiront pas en sécurité dans les communautés que vous avez nommées.

La reddition de compte est essentielle — le sous-ministre en a parlé—, que ce soit par la mise en place d'un ombudsman qui puisse ajouter du mordant à la reddition de compte ou autre chose, c'est un principe clé et j'appuie la démarche. Nous ne sommes pas rendus là encore, mais on y sera et il faut le faire de la bonne façon. C'est très important de montrer à la société que les investissements de plusieurs milliards de dollars, qu'il s'agisse du budget de 2021 ou des investissements prévus dans le budget de 2022, visent des organisations de terrain. Je pense que le sous-ministre a nommé ou aurait pu nommer au-delà d'une quarantaine d'organisations ou programmes auxquels un financement a été accordé.

En ce qui a trait aux standards, aux résultats et aux niveaux à atteindre, ce qui est important, c'est vraiment la sécurité des personnes qui ne sont pas en sécurité aujourd'hui, ainsi que d'adopter une approche systémique et non à l'emporte-pièce ou « broche à foin ». On doit parler de réforme du système de santé au pays et du système judiciaire, surtout pour les personnes qui sont très vulnérables au sein du système de garde et du système carcéral de ce pays. Cela n'est pas quelque chose qui va se faire du jour au lendemain. Nous n'avons aucune excuse à présenter, mais il faut continuer le travail et c'est ce qu'on essaie de faire partout au gouvernement. Nous en serons à la fin de la première année le 3 ou le 4 juin; il faudra commencer à rendre des comptes, mais ce n'est pas le rôle du gouvernement fédéral de s'évaluer lui-même; ce sont de tierces parties indépendantes qui doivent le faire.

**La sénatrice Audette :** Merci.

[Traduction]

**Le sénateur Patterson :** J'aimerais remercier le ministre d'être venu. Il est malheureux — et nous comprenons les circonstances — que nous n'ayons pas beaucoup de temps aujourd'hui, et nous ne recevrons le rapport d'étape tant attendu qu'après cette réunion, le 3 juin.

Minister, obviously, we're quite engaged in this important work as a committee, so would you be willing to continue to update the committee on progress in the coming parliamentary session this fall and beyond?

**Mr. Miller:** Yes, absolutely. I have a bit more time today. I don't want to blow up my schedule and impact a whole bunch of other people, but I think a few more minutes after this, if you want to extend for people who feel they want to ask more questions. I would also be glad to come back to this committee at any time to talk in more detail about what is going on. This is too much of an important topic to oppose the procedure of the Senate. I'm glad to offer my time any time you choose to have me back.

**Senator Patterson:** Thank you very much, minister. We know it's a challenge. I think the committee would want to help and be supportive as we move forward, so thanks for that commitment.

**Senator Christmas:** Thank you, Minister Miller, for being able to appear before us today.

You mentioned in your comments about the national Indigenous and human rights ombudsperson. In the upcoming report or afterward, do you envision a federal legislative response to establish the ombudsperson's role and office?

**Mr. Miller:** I'm going to give you an incomplete answer, senator. The question really is whether those are powers that I believe already reside in the Minister of Justice. I think we have looked internally at the powers I hold and find them lacking. Again, we're always willing to revise those. It's work that we are currently undertaking, and we're not in a position that I'm particularly happy with. We have to look at that quite soberly in our assessment, particularly as we come up to the first anniversary. I'm absolutely willing to walk down the path of the legislative process.

The issue is really around one that Senator Audette raised, which is about accounting and being able to sit there and ask, "Where is X, Y or Z fund going? What is the result it is achieving, and what are the objectives?" Obviously, the overarching objective is we shouldn't be happy until everybody is safe in this country, but we have to be able to measure these billions of dollars to make sure that the impact is going to the people who know best how to address this ongoing tragedy.

**Senator Christmas:** The deputy mentioned during his comments to the committee a linkage between the UNDRIP and MMIWG national action plans. I didn't have time to ask the deputy what that linkage was. Now that you have mentioned the

Monsieur le ministre, de toute évidence, nous sommes très investis dans ce travail important en tant que comité, alors seriez-vous prêt à continuer de renseigner le comité sur les progrès réalisés au cours de la prochaine session parlementaire cet automne et après cela?

**M. Miller :** Oui, absolument. J'ai un peu plus de temps aujourd'hui. Je ne veux pas bousculer mon emploi du temps et que cela se répercute sur tout un tas d'autres personnes, mais je pense qu'il me reste quelques minutes après ceci, si vous voulez prolonger la discussion pour les personnes qui pensent vouloir poser plus de questions. Je serais également heureux de revenir devant le comité à tout moment pour parler plus en détail de ce qui se passe. C'est un sujet trop important pour que l'on s'oppose à la procédure du Sénat. Je suis heureux d'offrir mon temps chaque fois que vous choisissez de me faire revenir.

**Le sénateur Patterson :** Merci beaucoup, monsieur le ministre. Nous savons que c'est un défi. Je pense que le comité voudrait aider et montrer son soutien à mesure que nous avançons, alors merci de cet engagement.

**Le sénateur Christmas :** Merci, monsieur le ministre Miller, d'avoir pu vous présenter devant nous aujourd'hui.

Dans votre déclaration, vous avez parlé d'un ombudsman national des droits des Autochtones et des droits de la personne. Dans le prochain rapport ou par la suite, envisagez-vous une réponse législative fédérale pour établir le rôle et le bureau de l'ombudsman?

**M. Miller :** Je vais vous donner une réponse incomplète, monsieur le sénateur. La question est vraiment de savoir s'il s'agit de pouvoirs qui, selon moi, appartiennent déjà au ministre de la Justice. Je pense que nous avons examiné à l'interne les pouvoirs que je détiens et que nous les trouvons insuffisants. Encore une fois, nous sommes toujours prêts à les réviser. C'est un travail que nous sommes en train d'entreprendre, et nous ne sommes pas dans une position dont je suis particulièrement satisfait. Nous devons examiner cela très sobrement dans notre évaluation, en particulier à l'approche du premier anniversaire. Je suis absolument prêt à suivre la voie du processus législatif.

La question porte en fait sur un point soulevé par la sénatrice Audette, à savoir la comptabilité et la possibilité de demander : « Où va le fonds X, Y ou Z? Quel est le résultat qu'il atteint, et quels sont les objectifs? » Évidemment, l'objectif primordial est que nous ne devrions pas être heureux tant que tout le monde n'est pas en sécurité au pays, mais nous devons pouvoir mesurer ces milliards de dollars pour nous assurer que les répercussions vont aux personnes qui savent le mieux comment réagir à cette tragédie en cours.

**Le sénateur Christmas :** Le sous-ministre a mentionné dans ses commentaires au comité un lien entre la DNUDPA et les plans d'action nationaux sur les FFADA. Je n'ai pas eu le temps de demander au sous-ministre de quel lien il s'agissait.

Minister of Justice, is the implementation of the MMIWG national action plan tied to the UNDRIP national action plan?

**Mr. Miller:** Senator, I would say yes, but not necessarily. They're related insofar as the review of racist laws like the Indian Act and others less obvious under our government by adopting UNDRIP and the review we have to undertake over that period. The action plans that Minister Lametti, principally, and I are tasked with producing are ones that will impact the safety of women and how our laws have, in a prejudicial fashion, negatively impacted Indigenous women and girls and 2SLGBTQIA+ persons in this country. That is part of the systemic response.

I have a very specific leadership role in responding to the final report on MMIWG in coordinating with the ministers who are involved as well and with respect to whom these Calls for Justice directly relate — specifically, in this case, the Calls for Justice but also Public Safety Canada and Indigenous Services Canada for health and wellness, as well as many others that are covered.

They're obviously intertwined from a systemic perspective, but the production of one report is not dependent on the other, and there are different people affected by each crucial piece of work of this government.

**Senator Christmas:** Thank you, minister.

**Senator Pate:** Thank you, minister, for joining us and for all the work you're doing.

I noticed you said that your powers are lacking. I want to come back to that. When our colleague and the rest of the commissioners were looking at the issue of missing and murdered Indigenous women and girls, they linked it clearly to the overall socio-economic, health and inequities generally that are experienced. We know that the same issues that give rise to Indigenous women being disappeared or murdered in this country are the same issues that give rise to their being on the street, in poverty and in jails, and we're at a crisis now.

I understand that you have been working with other ministers on these issues. I'm curious as to how you see implementing these accountability measures. What are the powers that you see are lacking? It strikes me that as we and the inquiry and commissioners raise new and creative ways, it seems that the response of the government is to look at the old practices and still try to shoehorn these issues into current silos and mandates.

Maintenant que vous avez mentionné le ministre de la Justice, est-ce que la mise en œuvre du Plan d'action national sur les FFADA est liée au Plan d'action national de la DNUDPA?

**M. Miller :** Monsieur le sénateur, je dirais oui, mais pas nécessairement. Ils sont liés en ce qui concerne la révision des lois racistes comme la Loi sur les Indiens et d'autres lois moins évidentes qu'effectue notre gouvernement, en adoptant la DNUDPA et l'examen que nous devons entreprendre pendant cette période. Les plans d'action que le ministre Lametti, principalement, et moi-même sommes chargés de produire sont ceux qui auront une incidence sur la sécurité des femmes et sur la manière dont nos lois ont eu, de manière préjudiciable, des répercussions négatives sur les femmes et les filles et les personnes 2ELGBTQIA+ autochtones dans notre pays. Cela fait partie de la réponse systémique.

J'ai eu un rôle de leadership très précis à jouer dans la réponse au rapport final sur les FFADA en coordination avec les ministres qui sont également concernés et auxquels ces appels à la justice sont directement liés; précisément, dans ce cas, il est question des appels à la justice, mais aussi de Sécurité publique Canada et de Services aux Autochtones Canada pour la santé et le bien-être, ainsi que beaucoup d'autres qui sont couverts.

Ils sont évidemment liés d'un point de vue systémique, mais la production d'un rapport ne dépend pas de l'autre, et différentes personnes sont touchées par chaque élément crucial du travail de notre gouvernement.

**Le sénateur Christmas :** Merci, monsieur le ministre.

**La sénatrice Pate :** Merci, monsieur le ministre, de votre présence et de tout le travail que vous faites.

J'ai remarqué que vous avez dit que vos pouvoirs étaient insuffisants. Je voudrais revenir sur ce point. Lorsque notre collègue et le reste des commissaires examinaient la question des femmes et des filles autochtones disparues ou assassinées, ils l'ont clairement associée aux inégalités socioéconomiques, sanitaires et autres dont elles sont victimes. Nous savons que les problèmes à l'origine de la disparition ou de l'assassinat des femmes autochtones dans le pays sont les mêmes que ceux qui font qu'elles se retrouvent dans la rue, dans la pauvreté et dans les prisons, et nous sommes en pleine crise.

Je crois savoir que vous avez travaillé avec d'autres ministres sur ces questions. Je suis curieuse de savoir comment vous mettez en œuvre ces mesures de responsabilisation. Quels sont les pouvoirs qui, selon vous, font défaut? Je suis frappée par le fait que, alors que nous, l'enquête et les commissaires soulevons des moyens nouveaux et créatifs, il semble que la réponse du gouvernement soit de se tourner vers les anciennes pratiques et

Although reconciliation is part of the mandate letter of every minister, it's hard to see where we're moving beyond the current siloed approach within this government. Given your role to be able to cross over those, what powers are you lacking? What could we recommend that would assist you?

**Mr. Miller:** That's an excellent question, and I could spend a good chunk of this time talking about the siloed approach of the government, having been a minister principally throughout a world pandemic and crisis where siloed approaches can cost lives.

It's something that we certainly reflected on in cabinet. It doesn't mean those silos don't exist anymore, whether it's in the civil service — without judging anyone — or in the way ministers behave. One thing we've been able to prove is that when we work together, even as ministers within public service entities, the results are much better.

In this case they're crucial, and I wouldn't limit it to the federal government. I would include the work we do with provincial and municipal entities, which are an immense portion of the equation that we're talking about today.

Regarding the powers, I don't have the authority by the stroke of a pen to appoint an ombudsperson with the proper authorities that would be independent and be able to give Canadians, survivors and their families a sense that the federal government is being held to account, or a pivot point for people to report issues where we're failing or succeeding. It doesn't matter. I just don't have that power, and it's probably good in many contexts. In this one, it's unfortunate, but when we examine the powers that other departments have, we find in some iterations that the Minister of Justice could have that. This could be a discussion at cabinet and would be something that we would need to work through.

That is an example of how we work in a siloed approach. It is probably one of many, and there are others that are worse.

The tendency to flow funding through existing organizations and authorities is something that sometimes is expedient, but, obviously, as we've seen particularly in this field, where jurisdiction is an impediment to results, it's something we're very conscious of. We also have the uneasy parallel I'm facing now with the search for lost ones as part of residential schools. The necessary jurisdictional oppositions that you always see opposed to Indigenous peoples trying to get a measure of truth

d'essayer encore de faire entrer ces questions dans les silos et les mandats actuels.

Même si la réconciliation fait partie de la lettre de mandat de chaque ministre, il est difficile de voir où nous allons au-delà de l'approche actuelle en silo au sein du gouvernement. Étant donné que votre rôle consiste à être capable de traverser ces silos, quels sont les pouvoirs qui vous font défaut? Que pourrions-nous recommander pour vous aider?

**M. Miller :** C'est une excellente question, et je pourrais passer une bonne partie du temps à parler de l'approche en silo du gouvernement, ayant été ministre principalement pendant une pandémie et une crise mondiales où les approches en silo peuvent coûter des vies.

C'est une chose à laquelle nous avons certainement réfléchi au sein du Cabinet. Cela ne signifie pas que ces silos n'existent plus, que ce soit dans la fonction publique — sans juger qui que ce soit — ou dans le comportement des ministres. Une chose que nous avons pu prouver, c'est que, lorsque nous travaillons ensemble, même en tant que ministres au sein d'entités de la fonction publique, les résultats sont bien meilleurs.

Dans ce cas, ils sont cruciaux, et je ne limiterais pas cela au gouvernement fédéral. J'inclurais le travail que nous faisons avec les entités provinciales et municipales, qui représentent une partie immense de l'équation dont nous parlons aujourd'hui.

En ce qui concerne les pouvoirs, je n'ai pas le pouvoir de nommer d'un trait de plume un ombudsman doté des pouvoirs appropriés qui serait indépendant et en mesure de donner aux Canadiens, aux survivants et survivantes et à leur famille le sentiment que le gouvernement fédéral est tenu de rendre des comptes, ou un point de pivot pour que les gens puissent signaler les problèmes lorsque nous échouons ou réussissons. Cela n'a pas d'importance. Je n'ai tout simplement pas ce pouvoir, et c'est probablement une bonne chose dans de nombreux contextes. Dans celui-ci, c'est malheureux, mais lorsque nous examinons les pouvoirs qu'ont d'autres ministères, nous constatons dans certaines itérations que le ministre de la Justice pourrait avoir ce pouvoir. Cela pourrait faire l'objet d'une discussion au Cabinet, et ce serait un point sur lequel nous devrions travailler.

C'est un exemple de la façon dont nous travaillons dans une approche en silo. C'est probablement un exemple parmi tant d'autres, et il y en a d'autres qui sont pires.

La tendance à faire transiter le financement par les organisations et les administrations existantes est quelque chose d'opportun parfois, mais, évidemment, comme nous l'avons vu en particulier dans ce domaine, lorsque la compétence est un obstacle aux résultats, c'est quelque chose dont nous sommes très conscients. Nous avons aussi le parallèle difficile auquel je fais face actuellement avec la recherche des disparus dans les pensionnats autochtones. Les nécessaires guerres de compétence

for some closure has been highlighted in the TRC report. It's highlighted in any sort of issue, particularly in the need to support people in the urban context, where the federal government has a much more limited effective role. Forget for a moment our policy or inability or unwillingness at times to invest in those issues, which is well documented.

Part of the work we did when I occupied the role of Minister of Indigenous Services was expanding the authorities, specifically in response to the Calls for Justice to make sure that we are able to fund organizations that are not strictly, so to speak, on reserve or in the Far North. But it's something we've done, and we have to continue to reinvent and, frankly, question ourselves in the way we deploy funds. That's not without questioning or checking the effectiveness of their use, but not behaving in the way we have behaved up to now that has either deliberately or by wilful blindness or omission created the tragedy we are in today.

I think, as senators, scrutinizing the points that I just made is very important, and it could be helpful to my job to have bodies such as yours look into that in more detail. It has been highlighted in our report, but it does bear more scrutiny as you look at the effectiveness of how the funds and supports are being deployed.

**Senator Pate:** I know that earlier today you were at a press conference with Minister Lametti and Minister Hajdu, and there was the issue of the over-incarceration and the ability to look retrospectively at some of these issues as a way to link in the Calls for Justice as well as the Calls to Action of the TRC. What role do you see yourself as having in that kind of process to try to encourage your cabinet colleagues to embark on that kind of review?

**Mr. Miller:** First and foremost, the Prime Minister has said quite clearly that's in our mandate letters. It is of the utmost importance, whether you're looking at implementing the TRC's Calls to Action or the Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls and the ongoing search and tragedy of residential schools and the impacts it's having today, that we keep looking at how we work with each other. The point of having Minister Lametti and Minister Hajdu as well as a number of other ministers that are involved in this is to make sure that we are having a concerted response, and that we aren't saying, as people are reeling, "ISC doesn't do this," or "CIRNAC doesn't do this," and all these acronyms, so that someone who is looking for answers doesn't have these roadblocks put up against them.

que l'on voit toujours de la part d'entités qui s'opposent aux peuples autochtones qui essaient d'obtenir une part de vérité pour tourner la page ont été mises en évidence dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation. Elle est mise en évidence dans toutes les questions, en particulier lorsqu'il est nécessaire de soutenir les gens dans le contexte urbain, où le gouvernement fédéral a un rôle réel beaucoup plus limité. Oublions pour un instant notre politique, notre incapacité ou notre manque de volonté à investir dans ces questions, qui sont bien documentés.

Une partie du travail que nous avons fait lorsque j'occupais le rôle de ministre des Services aux Autochtones consistait à élargir les pouvoirs, en particulier en réponse aux appels à la justice afin de nous assurer que nous pouvions financer des organisations qui n'étaient pas strictement, pour ainsi dire, dans les réserves ou le Grand Nord. Mais c'est quelque chose que nous avons fait, et nous devons continuer de nous réinventer et, franchement, de nous remettre en question dans la façon dont nous déployons les fonds. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas remettre en question ou vérifier l'efficacité de leur utilisation, mais il ne faut pas nous comporter comme nous l'avons fait jusqu'ici, ce qui a créé, délibérément ou par aveuglement ou omission volontaire, la tragédie que nous vivons aujourd'hui.

Je pense que pour vous, en tant que sénateurs, il est très important d'examiner les points que je viens de soulever, et il pourrait être utile pour mon travail que des organismes comme le vôtre examinent cela plus en détail. Cela a été souligné dans notre rapport, mais cela mérite un examen plus approfondi lorsque vous regardez l'efficacité de la façon dont les fonds et les mesures de soutien sont déployés.

**La sénatrice Pate :** Je sais que, plus tôt aujourd'hui, vous étiez à une conférence de presse avec le ministre Lametti et la ministre Hajdu, et il a été question de la surincarcération et de la capacité d'examiner rétrospectivement certaines de ces questions comme un moyen de relier les appels à la justice ainsi que les appels à l'action à la CVR. Quel rôle vous imaginez-vous jouer dans ce type de processus pour essayer d'encourager vos collègues du Cabinet à se lancer dans ce genre de révision?

**M. Miller :** D'abord et avant tout, le premier ministre a dit clairement que c'est dans nos lettres de mandat. Il est de la plus grande importance, qu'il s'agisse de la mise en œuvre des appels à l'action de la CVR ou du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, de la recherche en cours et de la tragédie des pensionnats et de ses répercussions aujourd'hui, que nous continuions d'examiner la façon de travailler les uns avec les autres. L'intérêt de la présence des ministres Lametti et Hajdu, ainsi que d'un certain nombre d'autres ministres concernés, est de nous assurer d'avoir une réponse concertée et de ne pas dire, alors que les gens sont bouleversés : « SAC ne fait pas cela » ou « RCAANC ne fait pas cela », et tous ces acronymes, afin que quelqu'un qui cherche des réponses n'ait pas ces obstacles à franchir.

It's an uneasy parallel but, throughout the last two years, we realized that breaking down a lot of these walls that have their genesis in our colonial past has created impediments. Breaking through them is not easy, and I wouldn't hide that from you, but it is something that is top of mind, particularly in these two areas where the federal government has played a lead, whether it's through the Minister of Crown-Indigenous Relations but also through the key ministers to this file who are, essentially, key to the implementation of the Calls for Justice and the TRC's Calls to Action. The ministers who were there today and the ones who are around the cabinet table are very aware of that. As the work goes on and as we continue to challenge ourselves, it is probably the number one bureaucratic impediment to this.

**The Chair:** Thank you, Minister Miller.

Honourable senators, the floor is still open.

[Translation]

**Senator Audette:** I invite you, minister, in this case, to be a proactive neighbour and to talk to us more often to see how we, as colleagues, can support the approach of parliamentarians and your government. I think our vision is to bring something to the Senate and to ask Senator Gold questions more often. I think that in between questions, we need to talk to each other officially. If we don't know what's going on, we can invent all sorts of scenarios. The more we know, the better we can explain to the families, groups and movements we are involved in that things are moving forward.

**Mr. Miller:** Absolutely. I'll be happy to do it. I would not like to add formality to an already sometimes too formal context. However, if need be, I will gladly accept. Of course, I encourage you to contact me or my team directly to invite me to contribute. I know that many of you, including yourself, senator, have an interest in this issue on a daily basis. I welcome that complicity and that sharing, because it makes our work more effective, but not easier. It helps, especially in the communities that you actively represent, to get the message out or to get a message to us. There is a lot of work to be done and it will not be effective if we do not listen to you. I welcome this exchange very much.

[English]

**The Chair:** The time for this panel is now complete. *Wela'lin*, thank you, Minister Miller, Mr. Quan-Watson and Ms. Marin-Comeau.

C'est un parallèle difficile à faire, mais, au cours des deux dernières années, nous avons constaté que le fait d'abattre un grand nombre de ces murs qui trouvent leur origine dans notre passé colonial a créé des obstacles. Il n'est pas facile de les abattre, et je ne vous le cache pas, mais c'est quelque chose qui est au cœur de nos préoccupations, en particulier dans deux domaines où le gouvernement fédéral a joué un rôle de premier plan, que ce soit par l'entremise du ministre des Relations Couronne-Autochtones, mais aussi par l'entremise des ministres clés de ce dossier qui sont, essentiellement, des acteurs clés de la mise en œuvre des appels à la justice et des appels à l'action de la CVR. Les ministres qui étaient présents aujourd'hui et ceux qui sont autour de la table du Cabinet en sont très conscients. Au fur et à mesure que le travail avance et que nous continuons de nous remettre en question, c'est probablement l'obstacle bureaucratique numéro un qu'il faudra affronter.

**Le président :** Merci, monsieur le ministre Miller.

Honorables sénateurs, le débat est toujours en cours.

[Français]

**La sénatrice Audette :** Je vous invite, monsieur le ministre, dans ce cas, à être des voisins proactifs et à nous parler plus souvent pour voir comment nous, les collègues, pouvons soutenir la démarche des parlementaires et de votre gouvernement. Je crois que notre vision est d'amener quelque chose au Sénat et de poser plus souvent des questions au sénateur Gold. Je pense qu'entre les questions, il faut que nous nous parlions officiellement. Si on ne sait pas ce qui se passe, on peut inventer toutes sortes de scénarios. Plus on est au courant, plus on est aptes, après coup, à expliquer aux familles, aux groupes et aux mouvements auxquels on participe que les choses avancent.

**M. Miller :** Absolument. Je serai ravi de le faire. Je n'aimerais pas ajouter de la formalité à un contexte déjà parfois trop formel. Toutefois, si besoin est, j'accepte volontiers. Évidemment, je vous encourage à me contacter directement, moi ou mon équipe, pour m'inviter à contribuer. Je sais que bon nombre d'entre vous, dont vous-même, madame la sénatrice, ont un intérêt pour cet enjeu sur une base quotidienne. Je salue cette complicité et ce partage, parce que cela rend notre travail plus efficace, mais pas plus facile. Cela contribue, surtout dans les communautés que vous représentez de façon active, à passer le message ou nous transmettre un message. Il y a beaucoup à faire et ce travail ne sera pas efficace si nous ne vous écoutons pas. Je salue cet échange vivement.

[Traduction]

**Le président :** Le temps de parole de ce groupe est maintenant écoulé. *Wela'lin*, merci, monsieur le ministre Miller, monsieur Quan-Watson et madame Marin-Comeau.

(The committee adjourned.)

(La séance est levée.)

---